

## HUNDRED AND SIXTY-FIFTH PLENARY MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,  
on Friday, 26 November 1948, at 3 p.m.*

*President : Mr. H. V. EVATT (Australia).*

### 86. Continuation of the discussion on the question of discrimination in international trade : report of the Second Committee (A/733)

#### DRAFT RESOLUTION PROPOSED BY POLAND (A/739)

Mr. BORIS (France) stated that, as could be seen from the report submitted to the General Assembly on the question of discriminations, the French delegation had taken an active part in the debates of the Second Committee. It now wished to give a few explanations to the General Assembly regarding the views it had expressed in the Second Committee and the position it would take later on.

It had been said that discussion in the Second Committee had been lengthy. Perhaps the value of the debate had been insufficiently appreciated. In the view of the French delegation it had been complete, interesting and useful, if only because it had provided an opportunity of making important statements. Even though that discussion had not led to a more precise resolution, something positive would remain; namely, a clarification of the question and of the respective positions.

The discussion had dealt with two elements: on the one hand, specific cases, and on the other, questions of principle.

With regard to specific cases there had been lengthy and detailed statements on both sides. The French delegation did not intervene on that subject except when, in a very indirect manner, it had been implicated.

In view of the Polish representative's reference to the Marshall Plan at the 164th plenary meeting, Mr. Boris felt that he had to reaffirm that nothing in the bilateral agreement signed by France for the implementation of that Plan compelled it to practice any discrimination whatsoever; nor was any secret protocol annexed to that bilateral agreement regarding its interpretation or containing supplementary provisions. He made it clear that France did not practice any discrimination.

In addition to concrete cases, general questions of principle had been raised and had led to a very interesting exchange of views. Several delegations had made statements of principle regarding the use of discriminatory measures

## CENT-SOIXANTE-CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,  
le vendredi 26 novembre 1948, à 15 heures.*

*Président : M. H. V. EVATT (Australie).*

### 86. Suite de la discussion sur la ques- tion des mesures discriminatoires en matière de commerce international: rapport de la Deuxième Commission (A/733)

#### PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR LA POLOGNE (A/739)

M. BORIS (France) déclare qu'il ressort du rapport présenté à l'Assemblée générale sur le problème de la discrimination que la délégation française a pris une part active aux discussions qui se sont déroulées au sein de la Deuxième Commission. Elle désire maintenant donner à l'Assemblée quelques explications, tant sur le sens de ses interventions au sein de la Commission que sur la position qu'elle prendra par la suite.

On a dit que la discussion à la Deuxième Commission avait été longue. Peut-être n'a-t-on pas rendu suffisamment justice à la valeur de ce débat qui, de l'avis de la délégation française, a été complet, intéressant et utile, ne serait-ce que parce qu'il a fourni l'occasion de faire d'importantes déclarations. Même si cette discussion n'a pas abouti à une résolution plus précise, il en reste quelque chose de positif pour l'avenir, à savoir un éclaircissement de la question et des positions respectives.

Le débat a porté sur deux éléments ; d'une part les cas d'espèces, d'autre part, les questions de principe.

Sur les cas d'espèce, des explications longues et détaillées ont été échangées de part et d'autre. La délégation française n'avait pas à intervenir à ce sujet, sauf quand, de manière très indirecte, elle a été mise en cause.

Puisque, au cours de la 164<sup>e</sup> séance plénière, le représentant de la Pologne a évoqué le plan Marshall, M. Boris croit devoir saisir cette occasion de réaffirmer que rien dans l'accord bilatéral signé par la France pour l'exécution de ce plan n'impose à ce pays l'obligation de pratiquer une discrimination quelconque, et qu'aucun protocole secret ne s'ajoute à cet accord bilatéral pour l'interpréter ou le compléter. M. Boris précise que la France ne suit, bien entendu, aucune politique discriminatoire.

Outre les cas d'espèce, des questions de principe très générales ont été soulevées et ont permis un fort intéressant échange de vues. Plusieurs délégations ont fait des déclarations de principe sur l'emploi de mesures discrimina-

for political purposes. It was clear from those statements that those countries condemned discrimination of a political nature. The French delegation thought that there had been a certain agreement in the views expressed on that point; that agreement could be expressed in a resolution, which would enable the debate to be brought to an end.

Furthermore, a great number of delegations, including the delegation of France, had raised the objection — which was still valid — that in the text submitted by the Polish delegation the concept of discrimination was not clearly defined, that it was a rather complex concept, and that no reference to it could be made unless at least the precise meaning of the term was agreed upon. The Polish draft resolution left some doubts in that regard.

The same delegations had recalled at the time that discrimination in trade had been studied and discussed at length in Havana, and that the concept of discrimination had been defined in carefully prepared texts. The Havana charter for an International Trade Organization, as had been stressed by the French delegation, admitted certain limitations and exceptions. It had defined the limits within which the word discrimination — condemnable discrimination — could be used.

For that reason the French delegation had thought it natural that, in order to make the meaning of those terms clear, the definitions and rules adopted by a great number of countries at the United Nations Conference on Trade and Employment held at Havana should be referred to. The rules on discrimination were of a very general nature. They could hardly be contested, even by the countries which had not signed the Havana charter. The French delegation had never wished to try to induce certain countries to accept all the rules of the Havana charter, and they were numerous. It merely wished that on a particular point the precise and certainly acceptable definitions contained in that charter should be referred to.

Thus the question of generally acceptable discrimination and, as the representative of Poland had pointed out at the previous meeting, of discrimination based on reasons of security had been repeatedly raised. In that respect the Havana text gave some very useful definitions without which no new rules could be laid down.

toires à des fins politiques. Il ressort de ces déclarations que ces pays condamnent cette discrimination de caractère politique. La délégation française a cru voir s'exprimer une certaine communauté de vues sur ce point; cette entente pourrait être exprimée dans une résolution qui permettrait de donner une conclusion au débat.

Par ailleurs, un très grand nombre de délégations, dont la délégation française, avaient fait observer — et c'était une de leurs objections, objection qui demeure valable, au texte présenté par la délégation de la Pologne — que la notion même de discrimination n'y était pas précisée, qu'en fait cette notion est assez complexe et qu'on ne pouvait y faire allusion sans tout au moins s'entendre exactement sur le sens des mots. Le texte du projet de résolution de la Pologne laisse subsister un doute à ce sujet.

Les mêmes délégations ont alors rappelé que la discrimination en matière commerciale avait fait l'objet d'un long examen et de discussions prolongées à la Havane et que la notion de discrimination avait été précisée dans les textes soigneusement préparés. La charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce, ainsi que l'a souligné la délégation de la France, a admis certaines limitations, certaines exceptions. Elle a précisé le cadre même dans lequel le terme de discrimination — de discrimination condamnable — pouvait être employé.

C'est pourquoi la délégation de la France, tout naturellement, a estimé qu'il convenait, pour préciser le sens des termes, de se reporter aux définitions et aux règles qui avaient été adoptées, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane, par un très grand nombre de pays. En ce qui concerne la discrimination, ces règles sont d'un caractère très général. Elles ne peuvent guère être contestées, même par les pays qui n'ont pas signé la charte de La Havane. La délégation de la France n'a jamais voulu essayer de pousser certains pays à admettre toutes les règles — et elles sont nombreuses — de la charte de La Havane. Elle voulait simplement que l'on se serve, sur un point particulier, des définitions précises et certainement acceptables que cette charte contient.

C'est ainsi qu'il a été question à plusieurs reprises, de discrimination acceptable pour tous et, comme le représentant de la Pologne le faisait remarquer à la séance précédente, de discrimination inspirée par des considérations de sécurité. Sur ce point, le texte de La Havane apporte des précisions qui sont indispensables et en dehors desquelles il est impossible de fixer de nouvelles règles.

For that reason the French delegation had proposed a draft resolution (A/C.2/143) containing two elements : on the one hand, a reference to the general principle of discrimination, and on the other, a reference to the Havana charter.

The first element was likely to satisfy the countries which had raised the question of discrimination practiced by certain States in the field of international trade. Their satisfaction should have been intensified by the fact that a great number of countries had agreed on that point.

Unfortunately it had then become apparent that unanimity had not been reached even on that first element, and certain delegations which had not yet taken any decision had pointed out that they wished to reserve the right to take discriminatory measures of a political nature on their account in the full exercise of their sovereignty.

Moreover, the country or countries which had raised the question had shown greater opposition than expected to the second part of the French draft resolution, referring to the Havana text.

In those circumstances, the French draft resolution, the purpose of which had been to bring about a compromise, no longer appeared capable of achieving the desired end. The French delegation had therefore not insisted on its draft resolution being given priority. But it would have been ready to continue its efforts if at any time there had been any prospect of success. In fact, if it was impossible to obtain sufficient agreement on the different elements of a draft resolution that was both coherent and balanced, it would be better not to run the risk of a series of votes paragraph by paragraph which might lead to the adoption of an incoherent heterogeneous text which would no doubt be devoid of any meaning.

In that case the French delegation believed that it would be preferable merely to take note of the debates and the statements made; it would be far from being a vain gesture, and the French delegation considered that the summary records of the discussions of the Second Committee were, in the present case, of unquestionable value for both sides as they could take advantage of them in the future.

The French delegation did not regret the fact that such a broad discussion had taken place, as it had dealt with the principles and provided everyone with the opportunity of making his position clear. Nor did it regret the efforts it had made to achieve conciliation.

C'est pourquoi la délégation française avait proposé un texte de résolution (A/C.2/143) comportant deux éléments : d'une part, une allusion au principe général de la discrimination, d'autre part une référence à la charte de La Havane.

Le premier élément était de nature à donner satisfaction aux pays qui avaient pris l'initiative de soulever la question des mesures discriminatoires prises par certains États dans le domaine du commerce international. L'accord d'un grand nombre d'autres pays étant acquis sur ce point, cette satisfaction aurait dû prendre à leurs yeux une valeur particulière.

Malheureusement, à ce moment, il est apparu que, sur ce premier élément lui-même, l'unanimité n'était pas acquise, et certaines délégations qui ne s'étaient pas encore prononcées ont fait valoir qu'elles désiraient se réservé le droit de prendre elles-mêmes des mesures discriminatoires de caractère politique, dans le plein exercice de leur souveraineté.

D'autre part, le ou les pays qui avaient pris l'initiative de soulever ce point manifestaient à l'encontre de la deuxième partie du projet de résolution de la France, celle qui faisait allusion au texte de La Havane, plus d'hostilité qu'il n'avait été prévu.

Dans ces conditions, le projet de résolution de la France, dont le dessein était de réaliser une conciliation, ne paraissait plus pouvoir atteindre le but cherché. La délégation française n'a donc pas insisté alors pour qu'il obtint la priorité. Mais elle aurait été prête à poursuivre son effort si il était apparu à un moment quelconque que cet effort put porter ses fruits. En effet, si l'accord ne peut s'établir, dans une mesure suffisante, sur les différents éléments d'un projet de résolution à la fois cohérent et équilibré, mieux vaut ne pas s'exposer au risque qu'une série de votes paragraphe par paragraphe aboutisse à l'adoption d'un texte aux éléments disparates, d'un texte hétérogène et sans doute dépourvu de toute signification.

Dans ce cas, la délégation française estime qu'il est préférable de se borner à enregistrer les débats et les déclarations qui ont été faites ; elle pense que ce n'est pas un geste vain et estime que les procès-verbaux des discussions qui ont eu lieu à la Deuxième Commission ont, dans le cas présent, une valeur certaine pour les uns et pour les autres, car tous peuvent en faire leur profit pour l'avenir.

Pour sa part, la délégation française ne regrette pas que le débat ait pris une telle ampleur, car la discussion a porté sur les principes et a fourni à chacun l'occasion de préciser sa position. Elle ne regrette pas davantage l'effort de conciliation qu'elle a tenté.

Mr. ARUTIUNIAN (Union of Soviet Socialist Republics) recalled that the Second Committee had devoted seven meetings to the question of the elimination of discrimination in the field of international trade and that the representatives of 22 States had participated in the discussion. It would have seemed logical to adopt a resolution on the substance of the question. The majority of the Second Committee, however, had not wished to take a decision and the representatives of the United States of America and France seemed to want the General Assembly to approve that attitude.

The report submitted to the General Assembly by the Second Committee gave no explanation of the reasons for the position adopted by the majority. In reality it was essential to accept the evidence and recognize the facts presented by the delegations of Poland, Czechoslovakia, Yugoslavia and the Union of Soviet Socialist Republics concerning discrimination practiced by the United States in foreign trade. Those facts could not be denied. Those delegations had presented incontestable arguments in support of the Polish draft resolution. The Second Committee should therefore have taken a decision on the question. Moreover, that very day, the representative of France had had to admit that in the course of the discussion which took place in the Committee a great number of delegations had recognized the necessity of eliminating discrimination in the field of foreign trade.

Nevertheless, one delegation had been unable to agree to the adoption of a resolution recommending the elimination of such discrimination; that was the delegation of the United States of America, a country which practiced discrimination in trying to use exports as an instrument of political policy. During the 164th plenary meeting the representative of the United States had formally stated that the resolution on discrimination was unacceptable to his delegation.

Political considerations had therefore triumphed over the interests of international co-operation in the economic field and the majority of the Second Committee had decided not to take any decision on the substance of the question.

Nevertheless, from the objective point of view, the matter was revealing. It showed that the majority of the Committee, faced with undeniable facts, had been unable to vote against the Polish draft resolution which was equitable and just.

The Charter, particularly in Articles 1 and 55, called upon the Members of the United Nations to achieve international co-operation in solving international economic problems. Discrimination in the field of foreign trade was one of those problems. Therefore, the General Assem-

M. AROUTIUNIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la Deuxième Commission avait consacré à la question de la suppression des mesures discriminatoires dans le domaine du commerce international sept séances auxquelles ont participé les représentants de 22 Etats. Il aurait été logique, semble-t-il, d'adopter une résolution portant sur le fond de la question. Cependant, la majorité de la Deuxième Commission n'a pas voulu prendre de décision et les représentants des États-Unis et de la France paraissent souhaiter que l'Assemblée approuve cette attitude.

Le rapport présenté à l'Assemblée générale par la Deuxième Commission ne fournit aucun éclaircissement sur les mobiles qui ont dicté l'attitude de la majorité. En réalité, il faut se rendre à l'évidence et reconnaître le caractère indiscutable des faits présentés par les délégations de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de l'URSS au sujet des mesures discriminatoires prises par les États-Unis en matière de commerce extérieur. Ces délégations ont présenté, en faveur du projet de résolution polonais, des arguments d'une force incontestable. La Deuxième Commission aurait donc dû prendre une décision en la matière. Aujourd'hui, d'ailleurs, le représentant de la France a dû admettre qu'à un moment donné de la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission, un grand nombre de délégations avaient reconnu la nécessité d'éliminer les mesures discriminatoires dans le domaine du commerce extérieur.

Cependant, une délégation n'a pu accepter l'adoption d'une résolution recommandant cette suppression; il s'agit de la délégation des États-Unis d'Amérique, c'est-à-dire d'un pays qui pratique cette discrimination en s'efforçant d'utiliser l'exportation comme instrument de sa politique. Le représentant des États-Unis a déclaré formellement, au cours de la 164<sup>e</sup> séance plénière, que la résolution sur les mesures discriminatoires était inacceptable pour sa délégation.

Les considérations politiques l'ont donc emporté sur les intérêts de la coopération internationale dans le domaine économique, et la majorité de la Deuxième Commission a décidé de ne pas se prononcer sur le fond de la question.

Toutefois, d'un point de vue objectif, cette étude est révélatrice; elle montre en effet que la majorité de la Commission n'a pu, en présence de faits indéniables, voter contre le projet de résolution polonais, qui est à la fois équitable et juste.

La Charte, notamment dans ses Articles premier et 55, invite les Nations Unies à réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique. La discrimination dans le domaine du commerce extérieur est un de ces problèmes. C'est pourquoi

bly could and should take a definite stand against discrimination which hindered international co-operation in the economic field.

The delegation of the USSR had supported the Polish draft resolution (A/C.2/137) in the Second Committee and again supported it before the General Assembly. His delegation associated itself with the statements of the Polish representative, Mr. Lange, and the Czechoslovak representative, Mr. Clementis, who, at the previous meeting, had stressed the need for eliminating discrimination international trade.

Mr. Arutiunian stated that certain provisions of the Foreign Assistance Act of 1948, adopted by the United States Congress on 3 April 1948, authorized a policy of discrimination which no Member State of the United Nations should tolerate. For instance paragraph (g) of section 112 of that Act provided for the application of a policy of discrimination in connexion with United States exports to certain countries to which the Act did not apply but which were Members of the United Nations. It was to be noted that the control of exports instituted by the Government of the United States on 1 March 1948 worked to the detriment of the countries of Eastern Europe, particularly the USSR.

No one denied the right of a sovereign State to impose regulations for its export trade. What was inadmissible was the discriminatory application of export trade regulations with regard to a certain group of countries and especially countries which were Members of the United Nations.

Mr. Thorp, the representative of the United States on the Second Committee, had not denied the fact that the United States had practiced discrimination and he had merely tried to justify that policy. Mr. Arutiunian stated that there was no possible justification for such a policy and that it should not be applied among Members of the United Nations.

The application by the United States of a special policy in its trade with the countries of Eastern Europe was even more unacceptable and intolerable because of the fact that the United States had concluded trade agreements with certain of those countries under the terms of which those countries were to receive treatment as "most favoured nations", a policy which eliminated all discrimination.

Paragraph (g) of section 112 of the Foreign Assistance Act of 1948 as well as the export licence system established on 1 March 1948 violated the aims and the principles of the United Nations; they were also a flagrant violation of the international obligations of the United

l'Assemblée générale peut et doit se prononcer contre les mesures discriminatoires qui nuisent à la coopération internationale dans le domaine économique.

La délégation de l'URSS a appuyé au sein de la Deuxième Commission et appuie à nouveau devant l'Assemblée générale le projet de résolution de la Pologne (A/C.2/137). Elle s'associe aux déclarations du représentant de la Pologne, M. Lange, et du représentant de la Tchécoslovaquie, M. Clémentis, qui, à la séance précédente, ont souligné la nécessité de supprimer la discrimination en matière de commerce extérieur.

M. Aroutiounian affirme que certaines dispositions de la Loi de 1948, sur l'aide à l'étranger adoptée le 3 avril 1948 par le Congrès des États-Unis, autorisent une politique de discrimination qu'aucun État Membre de l'Organisation des Nations Unies ne devrait tolérer. Par exemple, l'article 112 g de cette loi prévoit l'application d'un régime de discrimination aux exportations des États-Unis à destination de certains pays auxquels ne s'applique pas cette loi, mais qui font partie de l'Organisation des Nations Unies. Il est à remarquer que le contrôle sur les exportations institué par le Gouvernement des États-Unis depuis le 1<sup>er</sup> mars 1948 s'exerce au détriment des pays de l'Europe orientale et plus particulièrement de l'URSS.

Nul ne conteste à un État souverain le droit d'établir un certain contrôle sur ses exportations. Ce qui est inacceptable, c'est l'application discriminatoire de règles de contrôle des exportations à l'égard d'un certain groupe de pays et spécialement de pays Membres de l'Organisation des Nations Unies.

M. Thorp, représentant des États-Unis à la Deuxième Commission, n'a pas nié que les États-Unis aient pris des mesures discriminatoires, et a simplement tenté de justifier cette politique. M. Aroutiounian déclare qu'on ne peut trouver de justification à une politique de ce genre, qui ne saurait être appliquée entre États Membres des Nations Unies.

L'application par les États-Unis d'un régime particulier en ce qui concerne le commerce avec les pays d'Europe orientale est d'autant plus inacceptable et intolérable que les États-Unis ont conclu des accords commerciaux avec certains de ces pays, aux termes desquels ceux-ci devraient bénéficier du traitement «de la nation la plus favorisée», régime qui écarte toute discrimination.

Le paragraphe g de l'article 112 de la Loi de 1948 sur l'aide à l'étranger, tout comme le système de licences d'exportation établi le 1<sup>er</sup> mars 1948, sont contraires aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies; elles sont également en contradiction flagrante

States under the terms of the trade agreement between the Soviet Union and the United States.

Mr. Arutiunian added that the United States Government not only practiced discrimination in trade toward a certain group of countries but also tried to impose that policy on other countries.

That tendency was reflected in the laws adopted by the Congress of the United States of America. Indeed, paragraph (d) of section 117 of the Act of 1948 already mentioned, provided that a certain amount of pressure would be exercised on the foreign policy of countries participating in the Marshall Plan. Those countries were threatened with stoppage of the promised deliveries if they did not adopt a commercial policy similar to that of the United States with regard to countries which did not participate in the Marshall Plan. That would tend to put the commercial relations of the countries of Eastern and Western Europe under the control of the United States. It was well known that the Marshall Plan was intended to limit the possibilities of trade development between the West and the East and thus to ensure a greater market for American merchandise in Europe.

In the Second Committee, the representatives of a series of countries participating in the Marshall Plan, and particularly the representative of the United Kingdom, Mr. McNeil, had stated that the foreign trade of their countries with the countries of Eastern Europe was not under the control of the United States.

The representative of France had just added that the bilateral agreement between the United States and France contained nothing which obliged France to practice discrimination in foreign trade.

Those declarations before the Second Committee and the Assembly were, however, devoid of meaning; even more, they were contrary to reality.

Nevertheless, it should be pointed out that none of the representatives of Western European countries had been able to deny that under the terms of the bilateral agreements concluded between countries participating in the Marshall Plan and the United States those countries were obliged to conform to the principles of economic co-operation established by the Act of 1948. That Act expressly stated that a system of discrimination would be practised in trade with a definite group of countries.

Mr. Arutiunian recalled in that connexion that on 12 August 1948 the London office of the

avec les obligations internationales des États-Unis eux-mêmes, telles qu'elles résultent notamment de l'accord commercial qui existe entre l'Union Soviétique et les États-Unis.

M. Aroutiounian ajoute que le Gouvernement des États-Unis, non seulement pratique la discrimination en matière commerciale à l'égard d'un certain groupe de pays, mais encore qu'il s'efforce d'imposer cette politique à d'autres pays.

Cette tendance se reflète dans les lois adoptées par le Congrès des États-Unis d'Amérique. En effet, l'article 117 d) de la loi de 1948 déjà mentionnée prévoit qu'une certaine pression sera exercée sur la politique extérieure des pays participant au plan Marshall. Ces pays sont menacés de l'arrêt des livraisons promises s'ils n'adoptent pas, à l'égard des pays qui ne participent pas au plan Marshall, une politique commerciale conforme à celle des États-Unis. Cela tendrait à placer sous le contrôle des États-Unis le commerce des pays de l'Europe orientale avec celui des pays de l'Europe occidentale. Il est bien connu que le plan Marshall a pour but de limiter les possibilités de développement du commerce entre l'Ouest et l'Est et d'assurer ainsi un plus vaste marché aux marchandises américaines en Europe.

A la Deuxième Commission, les représentants de toute une série de pays participant au plan Marshall et notamment le représentant du Royaume-Uni, M. McNeil, ont déclaré que leur commerce extérieur avec les pays d'europe-orientale n'était pas sous le contrôle des États Unis.

Le représentant de la France a ajouté, au cours de la présente séance, que, dans l'accord bilatéral signé entre les États-Unis et la France, rien n'impose à la France l'obligation de prendre des mesures discriminatoires en matière de commerce extérieur.

Mais ces déclarations, faites tant à la Commission qu'à l'Assemblée, sont vides de sens; bien plus, elles sont contraires à la réalité.

Toutefois, il convient de remarquer qu'aucun des représentants des pays de l'Europe occidentale n'a pu nier que, aux termes des accords bilatéraux conclus entre les pays qui participent au Plan Marshall et les États-Unis, ces pays se trouvent obligés de se conformer aux principes de coopération économique qu'établit la loi de 1948. Or, cette loi déclare justement que sera appliqué un système de discrimination dans le commerce avec un groupe défini de pays.

M. Aroutiounian rappelle à ce sujet que, le 12 août 1948, le bureau de Londres de l'agence

*United Press* had announced from authoritative sources that official circles in the United States and the United Kingdom were engaged in secret conversations regarding United Kingdom exports to the USSR. According to information from the Press, the United States had demanded the establishment in London of a special committee to control United Kingdom exports to the Soviet Union and to the countries of Eastern Europe. That committee would be headed by Mr. Alexander, Minister of Defence of the United Kingdom.

The representative of the United States, Mr. Thorp, in trying to justify the use of trade discrimination against the USSR and the countries of Eastern Europe had introduced military considerations. He had made the usual allegations about the aggressive policy of the Soviet Union. That was not the moment to decide what country was engaged in a policy of aggression. It was, however, well known that the United States had established many military bases outside of its territory and was engaged in a policy of aggression. Mr. Arutiunian expressed the view that the head of the USSR delegation at the current session of the General Assembly had demonstrated that fact conclusively in the course of a great number of statements.

It was appropriate to note that the representative of the United States had presented military considerations with the sole aim of hiding the true meaning of the commercial policy of the United States in the international field, a policy which was contrary to the development of international co-operation in the economic field.

It was well known that since the end of the war controlling circles in the United States had tried to use the economic resources of their country to exert political pressure on other States and to interfere in the internal affairs of those States. The countries which had been willing to yield to the demands of the United States had been subjected to discrimination.

The USSR delegation affirmed that that policy could result only in sabotaging international co-operation in the economic and political field and in embittering international relations.

The advocates of the policy of discrimination would do well to remember that in politics some measures came back on their initiators. That was true in the case of discrimination in the field of international trade.

The Soviet Union delegation considered that trade development based on advantageous condi-

*United Press* a annoncé de source autorisée que les milieux officiels des États-Unis et du Royaume-Uni poursuivaient des pourparlers secrets au sujet des exportations du Royaume-Uni à destination de l'URSS. D'après des informations de presse, les États-Unis auraient exigé la création à Londres d'un comité spécial qui serait chargé d'exercer un contrôle sur les exportations britanniques à destination de l'Union Soviétique et des pays de l'Europe orientale. Ce comité serait placé sous la présidence de M. Alexander, Ministre de la défense nationale du Royaume-Uni.

Le représentant des États-Unis, M. Thorp, en s'efforçant de justifier l'emploi de mesures discriminatoires en matière commerciale à l'égard de l'URSS et des pays d'Europe orientale, a fait intervenir des considérations d'ordre militaire. Il a présenté les allégations coutumières sur la politique agressive de l'Union Soviétique. Il n'est pas question en ce moment de savoir qui mène une politique d'agression. Il est bien connu cependant que ce sont justement les États-Unis qui ont constitué d'innombrables bases militaires en dehors de leur territoire et qui poursuivent une politique d'agression. M. Aroutounian estime que, lors de la présente session de l'Assemblée générale, le chef de la délégation de l'URSS l'a montré de façon concluante au cours d'un grand nombre de déclarations.

Il convient de remarquer que le représentant des États-Unis a fait état de considérations d'ordre militaire dans le seul but de masquer le sens véritable de la politique commerciale des États-Unis sur le plan international, politique contraire au développement de la coopération internationale dans le domaine économique.

On sait que, dès la fin de la guerre, les milieux dirigeants des États-Unis se sont efforcés d'utiliser les ressources économiques de leur pays pour exercer une pression sur la politique des autres États et s'immiscer dans les affaires intérieures de ces États. Les pays qui n'ont pas voulu s'incliner devant les exigences des États-Unis sont devenus victimes de mesures discriminatoires.

délégation de l'URSS affirme que cette politique ne peut que saboter la coopération internationale dans le domaine économique et politique et envenimer les relations internationales.

Les partisans de la politique de discrimination feraient bien de se souvenir que, en politique, certaines mesures se retournent souvent contre ceux qui les ont prises. Il en est ainsi des mesures discriminatoires dans le domaine du commerce international.

La délégation de l'Union Soviétique considère que le développement du commerce, fondé sur

tions for all parties concerned, without political discrimination and without interference in the internal affairs of other States, constituted the solid and sound material foundation indispensable to the development of international co-operation not only in the economic field but also in the political and cultural field.

In conclusion, Mr. Arutiunian stated that the USSR delegation supported the draft resolution submitted by the Polish delegation which aimed to eliminate discrimination in the field of international trade.

Mr. W. G. HALL (United Kingdom) stated that in view of the extremely long debate on the question in the Second Committee, it would hardly seem necessary for a speaker to repeat arguments which had already been presented.

The recommendations in the report of the Second Committee were extremely clear and precise. The report contained a general explanation of the discussions which had taken place and the Committee called upon the Assembly to take no further action on the question.

Mr. Hall recalled that the Polish delegation, as was its right, did not support the Committee's decisions and called upon the Assembly to adopt a «pious resolution» — it could not be described otherwise — recommending that Member States should refrain from practicing discrimination in the field of international trade since discrimination was contrary to the development of international relations.

What was important was not the substance of that proposal but rather its implications. Some delegations, particularly those of the United States and of France, had stressed the fact that the draft resolution was not in accord with the statement of the representative of Poland who, in Mr. Hall's opinion, had not introduced any new element. In those conditions it was impossible to give the Polish delegation any other replies than those presented in the Second Committee.

The representative of Poland had, however, stated that his draft resolution was not directed against certain countries. It was difficult for the great majority of the members of the Assembly to share that conviction, assuming that that was really the opinion of the Polish representative. In reality, although the draft was couched in exceedingly general terms, it was very clearly aimed against the United States.

The USSR representative had once again pointed out that in his opinion the European

des conditions avantageuses pour toutes les parties, sans discrimination d'ordre politique, sans intervention dans les affaires intérieures des autres États, constitue la base matérielle, solide et saine, indispensable au développement de la coopération internationale, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans celui de la politique ou de la culture.

En conclusion, M. Aroutiounian déclare que la délégation de l'URSS appuie le projet de résolution présenté par la délégation de la Pologne et qui vise à éliminer toute discrimination dans le domaine du commerce international.

M. W. G. HALL (Royaume-Uni) déclare que, étant donné les débats extrêmement prolongés qui ont eu lieu sur la question à la Deuxième Commission, il semblerait peu indiqué qu'un orateur vint reprendre les arguments déjà présentés au cours du débat.

Les recommandations formulées dans le rapport de la Deuxième Commission sont extrêmement claires et précises. Ce rapport contient un exposé général des débats qui se sont déroulés, et la Commission invite l'Assemblée à ne prendre aucune mesure nouvelle en la matière.

M. Hall rappelle que la délégation polonaise — comme c'est son droit de le faire — n'approuve pas les décisions prises par la Commission et qu'elle invite l'Assemblée à adopter une «pieuse résolution» — on ne peut l'appeler autrement — recommandant aux pays Membres de s'abstenir de faire usage de mesures discriminatoires dans le domaine du commerce international, ces mesures étant contraires au développement des relations internationales.

Ce qui est important, ce n'est pas le fond de cette proposition, mais ses sous-entendus. Certaines délégations, et en particulier celles des États-Unis et de la France, ont souligné que ce projet de résolution n'est pas en harmonie avec la déclaration du représentant de la Pologne, déclaration qui, de l'avis de M. Hall, n'a introduit aucun élément nouveau. Dans ces conditions, il est impossible de donner à la délégation polonaise d'autres réponses que celles qui ont été formulées au sein de la Deuxième Commission.

Le représentant de la Pologne a affirmé toutefois que son projet de résolution n'est pas dirigé contre certains pays. Il est difficile à la grande majorité des Membres de l'Assemblée, à supposer que tel soit réellement l'avis de ce représentant, de partager cette conviction. En effet, bien que ce projet soit rédigé en termes extrêmement généraux, il est très nettement dirigé contre les États-Unis.

Le représentant de l'URSS a fait ressortir une fois de plus que, selon lui, le Programme de

Recovery Programme tended to give the United States control of the export policy of the countries of Western Europe which benefited from the Marshall Plan.

On behalf of the United Kingdom, Mr. Hall associated himself with the representatives of the United States and France in a formal denial of that allegation. He wished to affirm that the policy of his Government was not in any way aimed at retarding the development of the countries of Eastern Europe but, on the contrary, was intended to improve and develop commercial relations between East and West on the ground that that was a factor of considerable importance in the development of the countries of Eastern Europe.

While it was true that the United Kingdom controlled its exports, that control did not involve any discrimination whatsoever. Naturally, at the present time, all countries were obliged to adopt certain measures in order to ensure their security.

That explained the fact that the United Kingdom had a system of licences which enabled it to control the export of certain of its products for reasons of security. The control was applied to exports to all countries and was not directed against any particular State or group of States. Nevertheless, like all other countries, the United Kingdom intended to reserve its right to modify and to adapt that control in accordance with the requirements of the international situation. With regard to the policy of the United Kingdom on that matter, Mr. Hall was convinced that the Assembly would confirm the accuracy of his statements.

The United Kingdom wished to see foreign trade develop with the countries of Eastern Europe. He was firmly convinced that Europe as a whole could not recover until it had been helped, and helped to restore its pre-war economy. For the past two or three years, the United Kingdom had exerted the greatest possible efforts to conclude commercial agreements with the USSR, Yugoslavia and other countries of Eastern Europe.

For all those reasons, Mr. Hall expressed the hope that the Assembly would not adopt the Polish proposal but that it would accept the decision reached by the Second Committee after a thorough study of the problem.

The PRESIDENT recalled that the Second Committee had adopted a resolution stating that it had examined certain draft resolutions on the question of discrimination in international trade, but had decided to take no action thereon. It had, however, requested the Rapporteur to give in his report a general account of the debate

relèvement européen visait à donner aux États-Unis le contrôle de la politique d'exportation des pays de l'Europe occidentale bénéficiaires du plan Marshall.

Au nom du Royaume-Uni, M. Hall s'associe aux représentants des États-Unis et de la France pour démentir formellement cette allégation. Il tient à affirmer que la politique de son Gouvernement ne vise en aucune manière à retarder le développement des pays de l'Europe orientale, mais au contraire tend à améliorer et développer les relations commerciales entre l'Est et l'Ouest considérant que c'est là un facteur prépondérant du développement des pays d'Europe orientale.

Il est vrai que le Royaume-Uni contrôle ses exportations, mais ce contrôle ne comporte absolument aucune mesure discriminatoire. Naturellement, à l'époque actuelle, tous les pays doivent prendre certaines mesures, afin d'assurer leur sécurité.

C'est ce qui explique que le Royaume-Uni a institué un système de licences qui lui permet de contrôler, pour des raisons de sécurité, l'exportation de certains de ses produits; ce contrôle est appliqué aux exportations vers tous les pays et ne vise nullement un État ou un groupe d'États particulier. Le Royaume-Uni entend toutefois, comme tout autre pays, se réservé le droit d'adapter le contrôle aux nécessités de la situation internationale; en ce qui concerne la politique pratiquée par le Royaume-Uni en la matière, M. Hall est convaincu que l'Assemblée confirmara l'exactitude de ses affirmations.

Le Royaume-Uni désire voir se développer le commerce extérieur avec les pays d'Europe orientale. Il est profondément convaincu que l'Europe tout entière ne pourra se relever tant qu'elle n'aura pas été secourue et qu'on ne l'aura pas aidée à rétablir son économie d'avant guerre. Depuis deux ou trois ans, le Royaume-Uni a déployé les plus grands efforts pour conclure des accords commerciaux avec l'URSS, la Yougoslavie et d'autres pays de l'Europe orientale.

Pour toutes ces raisons, M. Hall espère que l'Assemblée n'adoptera pas la proposition de la Pologne, mais acceptera la décision qu'a prise la Deuxième Commission, après une longue étude du problème.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Deuxième Commission a adopté une résolution indiquant qu'elle avait examiné certains projets de résolution relatifs à la question des mesures discriminatoires en matière de commerce international, mais que, d'autre part, la Deuxième Commission a décidé de ne donner suite à aucun de ces pro-

in the Committee. That had been done, and the debate was concluded.

The only proposal before the General Assembly was the draft resolution presented by Poland (A/739), which he would put to the vote. He added that at the request of the representative of Poland, the vote would be by roll-call.

*A vote was taken by roll-call, as follows.*

*Paraguay, having been drawn by lot by the President, was called upon to vote first.*

*In favour* : Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, Yugoslavia, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Czechoslovakia.

*Against* : Peru, Saudi Arabia, Siam, Sweden, Syria, Turkey, Union of South Africa, United Kingdom, United States of America, Uruguay, Yemen, Argentina, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, China, Costa Rica, Denmark, Egypt, Ethiopia, France, Greece, Haiti, Liberia, Luxembourg, Mexico, Netherlands, New Zealand, Norway, Pakistan, Panama.

*Abstaining* : Philippines, Afghanistan, Burma, Colombia, Cuba, India, Iran, Iraq.

*The draft resolution was rejected by 33 votes to 6, with 8 abstentions.*

The PRESIDENT said that, no other proposal being before the Assembly, it would merely take note of the resolution adopted by the Second Committee.

## 87. Discussion on threats to the political independence and territorial integrity of Greece. Reports of the United Nations Special Committee on the Balkans : reports of the First and Fifth Committees (A/728, A/728/Corr.1, A/728/Corr.2 and A/736)

### DRAFT RESOLUTION SUBMITTED BY THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS (A/729)

Mr. SARPER (Turkey), Rapporteur, submitted the report of the First Committee on the subject of threats to the political independence and territorial integrity of Greece. He recalled that the question had been taken up by the Committee as early as 25 October. As the result of a long discussion, three different resolutions had been

jets. Elle a toutefois demandé à son Rapporteur d'exposer en raccourci, dans son rapport, les débats qui avaient eu lieu à la Commission. C'est ce qu'a fait le Rapporteur et la discussion est close.

La seule proposition dont soit saisie l'Assemblée est le projet de résolution polonais (A/739), que le Président met aux voix. Il annonce que sur la demande du représentant de la Pologne, il sera procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Paraguay, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour* : Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie.

*Votent contre* : Pérou, Arabie saoudite, Siam, Suède, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Yémen, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Costa-Rica, Danemark, Égypte, Éthiopie, France, Grèce, Haïti, Libéria, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama.

*S'abstiennent* : Philippines, Afghanistan, Birmanie, Colombie, Cuba, Inde, Iran, Irak.

*Par 33 voix contre 6, avec 8 abstentions, le projet de résolution est rejeté.*

Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence de toute autre proposition, l'Assemblée se borne à prendre acte de la résolution adoptée par la Deuxième Commission.

## 87. Discussion sur les menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce. Rapports de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans : rapports des Première et Cinquième Commissions (A/728, A/728/Corr. 2 et A/736)

### PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES (A/729)

M. SARPER (Turquie), Rapporteur, présente le rapport de la Première Commission sur la question des menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce. Il rappelle que la Commission a entrepris l'étude de ce problème dès le 25 octobre. Les débats ont été longs et ont abouti à trois résolutions

adopted, dealing with three different aspects of the question. Mr. Sarper read them to the Committee.

Mr. MACHADO (Brazil), Rapporteur, read the report of the Fifth Committee.

The PRESIDENT recalled that in accordance with a decision of the First Committee at its 193rd meeting, Mr. Trygve Lie, the Secretary-General, and Mr. Spaak and Mr. Sarper, Chairman and Rapporteur of the First Committee, and the President of the General Assembly had held several meetings at which they had attempted to conciliate between the Albanian, Bulgarian and Yugoslav Governments on the one hand, and the Greek Government on the other. The representatives of all the countries concerned had taken part in the conversations.

The conciliators had made considerable progress in certain directions, but complete agreement had not so far been reached and it would be injudicious to enter into details regarding the discussions which were going on, in view of the fact that what was needed above all was to create an atmosphere of mutual confidence.

The work was continuing and the President thanked the other members of the conciliation sub-committee and also the representatives of the four countries mentioned above — Greece, Albania, Bulgaria and Yugoslavia — for their co-operation with the sub-committee.

Mr. BEBLER (Yugoslavia) observed that the discussion of the Greek problem in the First Committee had once again brought into prominence the two aspects which the question had assumed during the past two years : on the one hand, Anglo-American armed intervention in that country, and on the other, the alleged interference of its northern neighbours in the internal affairs of Greece.

In his opinion those two aspects were closely connected. The Western Governments had interfered in Greek affairs for two years and had constituted themselves the champions of Greece in the diplomatic struggle against its northern neighbours. The Athenian Press and the great Western newspapers had for two years justified Anglo-American intervention by alleging interference by Greece's neighbours in its internal affairs.

To illustrate that interdependence, Mr. Bebler quoted the statements of Mr. Bevin at the 144th plenary meeting to the effect that the United States and the United Kingdom had merely tried to assist the Greek people to reconstruct their own existence and to defend their country and Mr. Marshall, who had said at the 139th plenary meeting, that the aim of the United States

distinctes sur trois aspects différents de la question. M. Sarper en donne lecture.

M. MACHADO (Brésil), Rapporteur, donne lecture du rapport de la Cinquième Commission.

Le PRÉSIDENT rappelle que, conformément à une décision prise par la Première Commission, à sa 193<sup>e</sup> séance, le Secrétaire général, M. Trygve Lie, le Président et le Rapporteur de la Première Commission, MM. Spaak et Sarper, et le Président de l'Assemblée générale se sont réunis à plusieurs reprises pour essayer de s'acquitter de la tâche de conciliation entre les Gouvernements albanais, bulgare, et yougoslave, d'une part, et le Gouvernement grec de l'autre. Les représentants de tous les pays intéressés participaient à ces pourparlers.

Ces conciliateurs ont accompli des progrès notables dans certains domaines ; mais aucun accord complet n'a été réalisé jusqu'ici et il serait par conséquent peu opportun de donner des détails sur les pourparlers qui sont en cours, étant donné qu'il s'agit surtout de créer une atmosphère de confiance mutuelle.

Ce travail continue, et le Président remercie non seulement les autres membres du comité de conciliation mais encore les représentants des quatre pays mentionnés, c'est-à-dire la Grèce, l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie, pour leur coopération avec le Comité.

M. BEBLER (Yougoslavie) déclare que la discussion de la question grecque au sein de la Première Commission a de nouveau mis en relief les deux aspects que revêt cette question depuis deux ans ; d'un côté, l'intervention armée anglo-américaine dans ce pays et, de l'autre, la prétendue ingérence des voisins septentrionaux dans ses affaires intérieures.

A ses yeux, les deux aspects sont intimement liés. Ce sont les Gouvernements occidentaux qui, en intervenant en Grèce, se font depuis deux ans les champions de la lutte diplomatique contre les voisins septentrionaux de la Grèce ; c'est la presse d'Athènes et la grande presse occidentale qui, depuis deux ans, justifient l'intervention anglo-américaine par la prétendue ingérence des pays limitrophes dans les affaires intérieures de la Grèce.

M. Bebler cite, pour montrer cette interdépendance, une déclaration faite par M. Bevin à la 144<sup>e</sup> séance plénière, selon laquelle les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont fait qu'essayer d'aider le peuple grec à affirmer sa propre existence et à défendre son pays. Au cours de la 139<sup>e</sup> séance plénière, M. Marshall a déclaré que les États-Unis veulent que la Grèce soit protégée contre

was that Greece should be protected against all aggressive and illegal interference coming from abroad.

In order to «defend» Greece against foreign «interference», it was necessary to discover from whom it must be defended. The northern neighbours, who on account of their internal regime seemed the natural choice for the role of culprits, had been discovered. That accusation, moreover, furnished a pretext not only for armed intervention in Greece, but also for declaring the people's democracies guilty of aggression.

Those accusations tended to hide the real aims of the Anglo-American bloc in Greece. By accusing the neighbours of Greece, it was attempting to consign to oblivion certain incontrovertible historical facts, including the fact that it was only after two years of armed intervention in Greece that an attempt was being made to justify it.

Mr. Bebler recalled how in December 1944, when the Germans were retreating and the greater part of the country had been liberated by the guerrilla formations of ELAS, the British Government had landed an army corps at Athens under the command of General Scobie, to whom Mr. Winston Churchill, the Prime Minister, according to his own admission, had given orders not to consider himself as neutral between the Greek parties, but to give support to the Prime Minister, Mr. Papandreu, and not to hesitate to open fire against the forces of the Left, naturally.

An attempt was being made to make people forget that as a result of those events, the British Government had begun to play an important role in the internal affairs of Greece. Mr. Churchill and other British statesmen had visited Athens on several occasions to discuss the composition of Greek governments.

The fact was also being overlooked that from that time onwards, British troops had taken part in the operations against the Greek resistance in the interior of the country, and that British missions had organized and directed the gendarmerie, the police and even the prisons.

Mr. Bebler recollects the first wave of terror which had swept over the country at that time and the mockery of «free» elections held while 30,000 enemies of the regime set up by the British were in prison or exiled to certain islands

Greece today was in a vicious circle. Its regime, imposed by external forces, could exist only as long as those forces continued to support

toute ingérence agressive et illégale de l'extérieur.

Pour «défendre» la Grèce contre une «ingérence» de l'étranger, il fallait découvrir ceux contre qui il fallait la défendre. On les a découverts dans les voisins septentrionaux qui, en raison de leur régime intérieur, semblaient être tout naturellement appelés à jouer le rôle de coupables. Cette accusation permet en effet non seulement de donner un prétexte à l'intervention armée en Grèce, mais encore de proclamer que les démocraties populaires sont coupables d'agression.

Ces accusations tendent à masquer les buts véritables que poursuit en Grèce le bloc anglo-américain. Celi-ci en accusant les voisins de la Grèce, essaie de leur faire oublier certains faits historiques incontestables. Il essaie de leur faire oublier que ce n'est qu'au bout de deux ans d'intervention armée en Grèce qu'on a cherché à justifier ainsi cette intervention.

M. Bebler rappelle dans quelles circonstances, en décembre 1944, lorsque les Allemands se retiraient et que la plus grande partie du pays était libérée par les formations de guérillas de l'ELAS, le Gouvernement du Royaume-Uni fit débarquer à Athènes un corps d'armée, commandé par le général Scobie, auquel le Premier Ministre M. Winston Churchill — de son propre aveu — donna l'ordre de ne plus se considérer comme neutre, envers les partis grecs, mais, au contraire, de soutenir le Premier Ministre, M. Papandreu et de ne pas hésiter à ouvrir le feu contre les militants de gauche, évidemment.

On essaie de faire oublier que c'est à la suite de ces événements que le Gouvernement du Royaume-Uni a commencé à jouer un grand rôle dans la vie intérieure de la Grèce. M. Churchill et certains autres hommes d'état britanniques vinrent à plusieurs reprises à Athènes pour s'occuper de la composition de gouvernements helléniques.

On essaie de faire oublier que, à partir de cette date, les troupes britanniques collaborèrent aux opérations dirigées contre les résistants grecs à l'intérieur du pays, des missions britanniques organisèrent et dirigèrent la gendarmerie, la police et même le service des prisons.

M. Bebler évoque la première vague de terreur qui déferla à cette époque sur le pays et le simulacre d'élections «libres», alors que 30.000 adversaires du régime introduit par les Britanniques remplissaient les prisons ou étaient exilés dans certaines îles.

La Grèce se trouve aujourd'hui dans un cercle vicieux : son régime, imposé par des forces extérieures, ne peut subsister que si ces forces conti-

it. Hence it continually « called upon » those external forces to remain in the country.

The Greek people's resistance to the conspiracy of foreigners and reactionaries had begun at that time. The armed struggle of the people against the monarchy and against the foreigners had never ceased, except for a brief interruption, since December 1944.

All those historic events were being ignored because they explained the real causes of the civil war in Greece, and as long as they existed the war would go on. The accusations against the neighbouring States, the committees, sub-committees and observation groups would be unable to stop it. Resolutions and agreements which had nothing to do with the substance of the question could not lead to a solution. Had the United Nations contributed to a solution during the year?

As predicted by the Yugoslav delegation the year before, resolution 109 (II) of the General Assembly had had a purely negative effect. Ignoring the real causes of the civil war, and making no mention of the true culprits, it gave a free hand to the Powers which had been intervening in the internal affairs of Greece since 1944, and expressly encouraged the regime supported by those Powers in its struggle against the Greek people and its hostile policy towards Greece's northern neighbours.

Hence it could only bring about a recrudescence of the civil war, increased tension between Greece and its neighbours and a more and more open policy of intervention on the part of the Power which had replaced the United Kingdom since 1947, namely, the United States of America. That was precisely what had happened.

During the discussion in the First Committee,<sup>1</sup> the Yugoslav delegation had shown that with the help of American capital, the United States had, during the current year, become the undisputed master of the whole economy of Greece, and that the finances of the Greek State were entirely controlled by the American Mission on Aid to Greece.

The Yugoslav delegation had shown how the American Mission, which enjoyed extra-territorial rights, had become the decisive factor in Greek internal politics. It had remarked at the 173rd meeting that Mr. Sophoulis, the present Prime Minister, had caused the following to be

nuent à l'appuyer; aussi ne cesse-t-il pas d'« inviter » ces forces étrangères à demeurer dans le pays.

C'est à cette même époque qu'a commencé la résistance du peuple grec contre ce complot ourdi par les étrangers et les réactionnaires. A part une brève interruption, la lutte armée du peuple, d'un côté, contre la monarchie et les étrangers, de l'autre côté, n'a jamais cessé depuis décembre 1944.

On essaie de faire oublier tous ces événements historiques parce qu'ils expliquent les véritables causes de la guerre civile en Grèce. Tant qu'elles n'auront pas disparu, la guerre continuera. Les accusations formulées contre les voisins, les commissions, sous-commissions et groupes d'observation ne peuvent pas la faire cesser; des résolutions et des accords qui n'ont rien à faire avec le fond de la question ne peuvent pas faire avancer la solution du problème. L'Organisation des Nations Unies a-t-elle, durant l'année en cours, contribué à hâter la solution de ce problème ?

Comme l'avait prévu la délégation yougoslave, l'an dernier, la résolution 109 (II) de l'Assemblée générale a eu un effet purement négatif. Passant sous silence les vraies causes de la guerre civile et ne mentionnant pas les vrais coupables, elle laissait carte blanche aux Puissances qui depuis 1944, interviennent dans les affaires intérieures de la Grèce, et signifiait, pour le régime soutenu par ces Puissances, un encouragement exprès dans sa lutte contre le peuple grec et dans sa politique hostile aux voisins septentrionaux de la Grèce.

De ce fait, elle ne pouvait amener qu'une recrudescence de la guerre civile, une tension accrue entre la Grèce et ses voisins, et une politique d'intervention de plus en plus ouverte de la Puisance qui, depuis 1947, s'est substituée au Royaume-Uni, c'est-à-dire des États-Unis d'Amérique. C'est précisément ce qui est arrivé.

Au cours du débat qui s'est déroulé au sein de la Première Commission<sup>1</sup>, la délégation yougoslave a eu l'occasion de montrer que les capitaux américains ont fait des États-Unis, pendant l'année en cours, les maîtres incontestés de toute l'économie grecque, et que les finances de l'État grec sont entièrement contrôlées par la Mission américaine d'aide à la Grèce.

La délégation yougoslave a eu l'occasion de montrer comment la Mission américaine — jouissant du droit d'exterritorialité — est devenue le facteur prépondérant dans la politique intérieure de la Grèce. Elle a mentionné à la 173<sup>e</sup> séance que le Président du Conseil actuel,

<sup>1</sup> See *Official Records of the third session of the General Assembly*, First Committee, 170th to 193rd and 195th meetings.

<sup>1</sup> Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale*, Première Commission 170<sup>e</sup> à 193<sup>e</sup> et 195 séances.

published in his own newspaper *To Vima* on 5 September 1948 :

« The more time passes, the stronger is the impression that the prerogatives of the Greek Government in Greece are diminishing, while the prerogatives and the powers of the American Mission are increasing. In order to see that this impression is justified, it is sufficient to point out that for some weeks Greek citizens who have business with the Greek Government and its Ministers have considered it useful, and even indispensable, to call not only on the Prime Minister and on the competent members of the Government, but also on the United States Ambassador and on the competent members of the American Mission... Thus we can only say that besides the general harm done to the Greek State, it appears that the country already has two governments, one of which, the government of the country, gives the impression of not existing at all, although directly responsible to the Greek people. »

In view, however, of the fact that the Greek people accepted neither of the two governments in question, and had decided not to let itself be deprived of the fruits of its heroic struggle, alongside the Allies, against the German invasion and occupation, the American Mission, which was the actual ruler of Athens, had taken the lead in the armed struggle against the people.

Mr. Bebler quoted the following extract from the report of the American Mission on Aid to Greece of 11 March 1948 : « Since 1 September last, the United States has furnished full rations for every Greek soldier, for every member of the Navy, Air Force and National Defence battalions, every member of the gendarmerie and every policeman. It has issued all uniforms needed to meet the increase in the armed forces. » Further : « ... from the time of the arrival of the military mission, it has been the consistent policy of the mission to encourage offensive action. »

That « action » had not only been « encouraged », but also directed by the American Mission. Major General Van Fleet, military chief of the Mission, was present at all the meetings of the Council of National Defence of the Athens Government and at all other important military conferences. The Government's army contained a host of American officers, who had the title of « liaison officers ». The kind of « liaison » with which they were concerned could be deduced from reading what was said by the British observer with the United Nations Special Committee, Mr. Kenneth Spencer, on his return to London from Greece : « The Greek army fights in British battledress, with British and American

M. Sophoulis, faisait écrire dans son propre journal *To Vima*, le 5 septembre 1948 :

« Plus le temps passe et plus devient forte l'impression que les prérogatives du Gouvernement grec en Grèce se rétrécissent, tandis que croissent les prérogatives et les pouvoirs de la Mission américaine. Pour se rendre compte que cette impression est justifiée, il suffit de voir que, depuis quelques semaines, les citoyens grecs qui ont des questions à régler avec le Gouvernement et avec ses ministres considèrent utile, voire indispensable, de rendre visite non seulement au Président et aux membres compétents du Gouvernement, mais aussi à l'Ambassadeur des États-Unis et aux membres compétents de la Mission américaine. Nous pouvons nous contenter de dire que, en plus des autres préjudices de caractère général que pourrait subir l'État grec, il apparaît ainsi que le pays est soumis désormais à deux gouvernements, dont l'un, celui du pays, bien que directement responsable devant le peuple grec, semble ne plus exister. »

Mais, étant donné que le peuple grec n'accepte ni l'un ni l'autre des deux gouvernements en question, qu'il est décidé à ne pas se laisser dépouiller des fruits de ses luttes héroïques menées aux côtés des alliés contre l'envahisseur et l'occupant allemand, la Mission américaine, qui est en ce moment le véritable gouvernement à Athènes, a pris la direction de la lutte armée contre le peuple.

M. Bebler cite un extrait du rapport de la Mission américaine d'aide à la Grèce, en date du 11 mars 1948, dans lequel on peut lire : « Depuis le 1<sup>er</sup> septembre de l'année dernière, les États-Unis entretiennent chaque soldat grec sans exception, chaque marin, chaque aviateur, chaque garde national, chaque gendarme et chaque policier. Ils ont fourni tous les uniformes nécessaires pour couvrir tous les besoins créés par l'accroissement de la force armée. » Et, plus loin : « Depuis son arrivée la Mission militaire a persisté dans sa volonté de susciter une activité offensive. »

Cette « activité » n'est pas seulement « suscitée » mais aussi dirigée par la Mission américaine. Le général de division Van Fleet, chef militaire de la Mission, assiste à toutes les séances du Conseil de la défense nationale du Gouvernement d'Athènes ainsi qu'à toutes les conférences militaires importantes. L'armée gouvernementale fourmille d'officiers américains qui portent le titre d'officiers de liaison. On peut se faire une idée du genre de « liaison » dont il s'agit en lisant ce qu'écrivit l'observateur britannique de la Commission spéciale des Nations Unies, M. Kenneth Spencer, revenu de Grèce à Londres : « L'armée grecque combat sous l'uniforme britannique, avec du matériel britannique et amé-

equipment, and is now virtually under the command of American officers right down to battalion level. »

Mr. Kardelj, the Yugoslav Minister for Foreign Affairs, speaking at the 148th plenary meeting, had expressed the following basic truth concerning the Greek question :

« It is perfectly evident that the so-called Greek question is in line with the same expansionist policy of the most influential United States circles as is manifesting itself in the creation and development of Western Germany as a military and economic base of the United States of America in Western Europe, in the keeping of armies on the territories of allied and other countries, in the machinations in the Near East, in the re-establishment of Japan as an anti-Soviet base, in the non-fulfilment of peace treaties, in the organization of a vast system of military bases, in the refusal to consider disarmament and the prohibition of atomic energy, etc. This is the reason why the Greek people have been compelled to fight today for their liberty and independence, and . . . why the Greek people are the victims of the tragedy of war. No special commissions will be able to deny these facts. »

Since the decision of the second session of the General Assembly, the United States was waging war on the Greek people, with the tacit consent of the United Nations.

The tragedy to which Mr. Kardelj had referred consisted first in the increasing reign of terror in Greece, the victims of which could no longer be counted. That terror was apparently the chief means used by the present regime to keep itself in power. The Charter recognized fundamental human rights, and the United Nations should not close its eyes to the facts, which had for a long time been causing deep concern to public opinion in all civilized countries. The Organization should realize that its silence might have grave consequences.

In the First Committee the Yugoslav delegation had had the opportunity to show how the Athens Government had interpreted the resolution of 1947 as an authorization to increase the reign of terror, to use, if it thought it necessary, the most inhuman measures against the civilian population and to trample underfoot the principles which guaranteed the rights of the individual in all modern societies. It had spoken of the martyrdom of Greek children, of the mass arrests of peaceful citizens — the number of prisoners now exceeded 70,000 — of the tortures in the prisons, of the executions following summary verdicts by courts-

ricain et, en fait, se trouve actuellement, du haut en bas de l'échelle, sous le commandement d'officiers américains. »

M. Kardelj, Ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, parlant à la 148<sup>e</sup> séance plénière, a pu énoncer sur la question grecque cette vérité fondamentale :

« Il est parfaitement évident que ce qu'on appelle « la question grecque » se trouve dans la ligne de cette même politique expansionniste des milieux les plus influents des États-Unis qui se révèle aussi bien dans la création et le développement de l'Allemagne occidentale en tant que base économique et bastion des États-Unis d'Amérique en Europe occidentale, que dans le maintien de forces armées sur le territoire des pays alliés et autres, dans les machinations qui se poursuivent dans le Proche Orient, dans la restauration du Japon, en tant que place d'armes anti-soviétique dans la non-application des traités de paix, dans l'établissement d'un réseau étendu de bases militaires, dans le refus d'examiner la question du désarmement et de l'interdiction de l'arme atomique, etc. C'est là la raison pour laquelle le peuple grec est obligé aujourd'hui de combattre pour sa liberté et son indépendance et pour laquelle il est victime de la tragédie que constitue la guerre. Aucune commission spéciale ne saurait nier ces faits. »

Depuis la décision de la deuxième session de l'Assemblée générale, les États-Unis font la guerre au peuple grec avec l'assentiment tacite de l'Organisation des Nations Unies.

La tragédie dont parle M. Kardelj consiste en premier lieu dans le régime de terreur croissante qui règne en Grèce et dont les victimes ne se comptent plus. Selon toute apparence, cette terreur est le moyen principal pour le régime actuel de se maintenir au pouvoir. L'Organisation des Nations Unies, dont la Charte reconnaît les droits fondamentaux de l'homme, ne saurait fermer les yeux devant ces faits, qui depuis longtemps émeuvent profondément l'opinion publique de tous les pays civilisés ; elle doit enfin se rendre compte que son silence peut être gros de conséquences.

La délégation de la Yougoslavie a eu l'occasion devant la Première Commission, de montrer comment le Gouvernement d'Athènes a vu, dans la résolution de 1947, un texte l'autorisant à accroître la terreur, à prendre, si bon lui semblait, les mesures les plus inhumaines contre la population civile et à fouler aux pieds les principes qui, dans toutes les sociétés modernes, garantissent les droits de l'individu. Elle a évoqué le martyre des enfants grecs et les arrestations en masse de paisibles citoyens — le nombre des prisonniers dépasse actuellement le chiffre de 70.000, — les tortures dans les prisons, les

martial, which had already pronounced more than 2,900 death sentences.

Mr. Bebler pointed out that, according only to news published in the Greek Press, 60 Greek citizens had been condemned to death and 32 had been shot during the 17 days from 9 to 26 October, at the very time when the General Assembly was meeting.

He quoted from Greek newspapers to show the reign of terror which prevailed in the deportation camps for political prisoners. Many of the prisoners had committed suicide in order to escape the tortures to which they were subjected. Deportation measures were also applied sometimes to the aged and sick.

Mr. Bebler alluded to the terrorism, of which he had previously had occasion to speak, practiced against the Macedonian and Albanian minorities. That terrorism was even more atrocious, and had become a mass practice, as national minorities in Greece at the present time were officially treated as enemies of the Greek State. The terrorism to which the Macedonian and Albanian minorities were subjected had thus assumed such proportions that the very existence of those minorities was threatened.

The case of the leaders of the trade union of Greek seamen had been laid before the First Committee, and the Committee had acted well in passing a resolution in favour of the men. That decision had saved 10 human lives — at least for the moment.

Those men were still in danger, however. Accused of illegal activities in favour of the democratic army, without evidence to support the accusation, they had been practically deprived of any means of defence, since foreign jurists had been refused visas to enter Greece and their own Greek lawyers had been unable to prepare their defence. The latter had only been informed of the charges against the men five days before the trial, and had been allowed to study the documents for only two hours on the first day and two hours on the following day. The men had been sentenced on the basis of «confessions», they were alleged to have made to the police, whereas they had declared before the tribunal that those confessions had been extorted from them by torture.

They were honest men. The chief defendant, Mr. Ambatielos, Secretary-General of the Federation of Greek Maritime Unions, had been Greek Consul in New York in 1940 and from 1943 to 1945 had organized the participation of Greek seamen in Great Britain in war transport service. Another defendant, Mr. Galatis, had

exécutions qui suivent les jugements sommaires par les cours martiales, qui ont déjà prononcé plus de 2.900 condamnations à mort.

M. Bebler signale que, pendant la période de 17 jours qui va du 9 au 26 octobre, et uniquement d'après les nouvelles publiées dans la presse grecque, 60 citoyens grecs ont été condamnés à mort et 32 ont été fusillés. Ces exécutions ont eu lieu au moment même où siège l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il cite des journaux grecs pour montrer le régime de terreur qui prévaut dans les camps de déportation pour prisonniers politiques. Plusieurs des détenus se sont suicidés pour échapper aux tortures qu'on leur faisait subir. Le représentant de la Yougoslavie déclare également que les mesures de déportation frappent parfois des vieillards et des malades.

L'orateur rappelle qu'il a déjà eu l'occasion de parler de la terreur exercée contre les minorités nationales, macédonienne et albanaise. Cette terreur est encore plus horrible et a pris un caractère collectif parce que les minorités nationales sont aujourd'hui traitées officiellement en Grèce comme des ennemis de l'État grec. Pour cette raison, la terreur à laquelle sont soumises les minorités macédonienne et albanaise a pris de telles proportions que leur existence même se trouve menacée.

La Première Commission a été saisie du cas des dirigeants de l'Union syndicale des marins grecs ; elle a été bien inspirée en votant une résolution en faveur de ces hommes et la décision qu'elle a prise a sauvé, au moins temporairement, ces 10 vies humaines.

Mais ces hommes sont toujours en danger. Accusés d'avoir travaillé illégalement pour l'armée démocratique, sans qu'il existe de preuves à l'appui de l'accusation, ils étaient pratiquement privés de défense, car les juristes étrangers se sont vu refuser le visa d'entrée en Grèce tandis que leurs avocats grecs n'ont pu préparer leur défense : l'acte d'accusation n'a été communiqué à ces derniers que cinq jours avant le procès et ils n'ont été autorisés à l'étudier que deux heures le premier jour et deux heures le jour suivant. Ces hommes ont donc été condamnés sur la base des «aveux» qu'ils auraient faits devant la police alors que, devant le tribunal, ils ont déclaré que ces aveux leur avaient été extorqués par la torture.

Il s'agit de braves gens. L'accusé principal, M. Ambatielos, secrétaire général de la Fédération des syndicats maritimes grecs, exerçait en 1940 les fonctions de consul de Grèce à New-York et, de 1943 à 1945, organisa en Grande-Bretagne les équipages grecs, en vue de les faire participer au service des transports de

been seriously ill at the time of the collapse in 1941, but had nevertheless managed to join the British forces and to reach Palestine with 15 Australian comrades, where he had continued to serve with the British army.

Mr. Bebler urged the Assembly, and particularly its President, to find some way of letting the Greek Government understand that world opinion expected more of it than the mere postponement of the execution until the end of the present session of the General Assembly.

Turning to the second aspect of the Greek question, Mr. Bebler spoke of the results of resolution 109 (II) on the Greek question which had been adopted by the General Assembly, and of the activities of the body that had been set up on the basis of that resolution.

The Yugoslav delegation had made serious accusations against the so-called United Nations Special Committee on the Balkans in the First Committee. Before recalling those accusations, it was extremely important to point out that neither the Rapporteur of the Special Committee on the Balkans, who had been present throughout the debate, nor other members of that Committee, who had taken part in the discussion as representatives of their respective countries, had replied to those charges. Their silence undoubtedly proved that they had no possible answer to the Yugoslav accusations.

The Special Committee was the only body in the world that knew nothing about the presence of British troops and American missions in Greece, that did not understand that Greece had become an American « dominion », and that did not see that it was only the support of the United States and the United Kingdom that was keeping the present regime in power. No mention of all that was to be found in either of the documents of the Special Committee or its report to the General Assembly.

The bias of the Special Committee, which had been shown in many other respects, had made it close its eyes to those facts. Other instances were the extreme goodwill it had shown towards Greece's territorial claims against Albania; its support of the thesis that « ideological » differences between the various Balkan countries were one of the causes of tension in the Balkans, thus casting doubts upon the possibility of peaceful co-operation between countries of different political systems; its benevolent toleration of the policy of denationalization and oppression of the Macedonian and Albanian minorities in Greece, and its extreme diligence in creating warmongering propaganda against Greece's northern neigh-

guerre. Un autre accusé, M. Galatis, gravement malade lors de la débâcle de 1941, rejoignit pourtant les forces britanniques et réussit, avec 15 camarades australiens, à atteindre la Palestine, où il continua de servir dans l'armée britannique.

Le représentant de la Yougoslavie adjure l'Assemblée et tout spécialement son Président de trouver le moyen de faire comprendre au Gouvernement grec que ce que l'opinion mondiale attend de lui, ce n'est pas seulement l'ajournement de l'exécution jusqu'à la fin de la présente session de l'Assemblée générale.

M. Bebler, envisageant ensuite le second des aspects que revêt aujourd'hui la question grecque, évoque les conséquences de la résolution 109 (II) relative à la question grecque adoptée par l'Assemblée générale, et l'activité de l'organe qui fut créé à la suite de l'adoption de cette résolution.

La délégation yougoslave a porté, devant la Première Commission, des accusations fort graves contre cette prévue Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans. Avant de rappeler en quoi consistaient ces accusations, il est de toute première importance de souligner que ni le Rapporteur de la Commission spéciale pour les Balkans, qui a assisté à tout le débat, ni certains autres membres de cette Commission, qui ont pris part aux délibérations en tant que représentants de leur pays, n'ont répondu à ces accusations. Leur silence prouve, sans aucun doute, qu'il n'y avait pas de réponse possible aux accusations de la Yougoslavie.

La Commission spéciale est seule au monde à ignorer la présence des troupes britanniques et des missions américaines en Grèce, à ne pas comprendre comment la Grèce est devenue un « dominion » américain, à ne pas voir que le régime actuel ne se maintient que grâce à l'appui des États-Unis et du Royaume-Uni. Rien de tout cela ne ressort ni des documents de la Commission spéciale ni de son rapport à l'Assemblée générale.

La Commission spéciale a fermé les yeux à cause de sa partialité qui s'est manifestée à bien d'autres égards. Par exemple, elle a traité avec une bienveillance extrême les prétentions territoriales de la Grèce à l'égard de l'Albanie, elle a soutenu que les divergences « idéologiques » entre les pays balkaniques sont une des causes de la tension dans les Balkans, faisant ainsi douter des possibilités de coopération pacifique entre des pays à systèmes politiques différents. Elle a observé d'un œil bienveillant la politique de dénationalisation et d'oppression des minorités macédonienne et albanaise en Grèce, et elle a montré une diligence extrême à créer des éléments de propagande contre les voisins septentrionaux de

bours and, in the final analysis, against the USSR.

The Special Committee had adopted the same clearly hostile attitude towards the democratic and patriotic forces within Greece, placing itself openly on the side of the Athens regime. Its reports teemed with offensive expressions with regard to the democratic army, whose troops it referred to as «bandits». It was said that terrorism was rife in the ranks of that army. The Committee had been blind to the true terror that reigned in Greece; the terror created by the Athens Government.

It was obvious that a committee imbued with such an attitude could not fulfil its main function, which was one of conciliation.

Certain members of the Special Committee seemed to have noticed that particular weakness of the Committee from time to time. For example, the representative of Pakistan had declared that his delegation had had serious doubts whether it could continue to take part in the work of the Committee if the latter neglected its essential work of conciliation. He added that while that function of conciliation had been neglected, the Committee had devoted much time to the organization of observer groups and to equipment and other secondary questions.

What were those secondary tasks which the Committee had regarded as its primary, if not only, functions?

As soon as they arrived in Greece, even before they reached Salonika, the members of the Committee had to decide on a question which some of them had not been able to foresee, namely, the organization of observer groups, which had not been provided for by General Assembly resolution 109 (II). From the very first meetings of the Committee in Athens, three countries had been represented by military men of high rank, among whom were Admiral Kirk for the United States, and Lieutenant-Colonel Vernier for France. It was obvious that Admiral Kirk had been the leading spirit. With the particular support of the French and United Kingdom delegations, he had developed plans for a completely military organization, which, in view of the authority of those delegations, had been adopted in principle. After its arrival in Salonika the Committee had started to discuss all the details of the organization and equipment of the observer groups.

Basing themselves on the decision in principle that had been taken in Athens, the leading delegations of the Committee, namely, the United States, United Kingdom and French delegations, had, unknown to the Committee, organized a kind of general staff under the title of «Committee

la Grèce, c'est-à-dire des thèmes de propagande d'incitation à la guerre contre ces pays, et en dernière analyse contre l'URSS.

La Commission spéciale a pris la même position nettement hostile à l'égard des forces démocratiques et patriotiques à l'intérieur même de la Grèce, et s'est mise ouvertement du côté du régime d'Athènes. Ses rapports fourmillent d'expressions outrageantes pour l'armée démocratique dont les combattants sont appelés des «bandits». On affirme que la terreur règne dans les rangs de cette armée : la Commission n'a pas su voir que la véritable terreur qui règne en Grèce est celle que crée le Gouvernement d'Athènes.

Il est évident qu'une commission imbue d'un tel esprit n'a pu remplir sa tâche principale qui était d'être un organe de conciliation.

Certains membres de la Commission spéciale semblent s'être aperçus de temps à autre de cette faiblesse capitale de la Commission. Par exemple, le représentant du Pakistan a déclaré que sa délégation était obligée de se demander sérieusement si elle pourra continuer de participer aux travaux de la Commission si celle-ci négligeait sa tâche essentielle de conciliation. Il a fait observer en outre que la Commission, tout en négligeant sa tâche de conciliation, a consacré un temps considérable à l'organisation des groupes d'observation, à des questions de matériel et à d'autres questions secondaires.

Quelles étaient donc ces tâches secondaires que la Commission a considérées comme ses tâches principales, sinon uniques?

Dès leur arrivée en Grèce, et avant même d'atteindre Salonique, les membres de la Commission ont dû trancher une question que certains d'entre eux n'avaient pas pu prévoir, à savoir l'organisation des groupes d'observation, que ne prévoyait pas la résolution 109 (II) de l'Assemblée générale. Dès les premières séances que la Commission a tenues à Athènes, trois pays ont été représentés par des militaires d'un rang élevé, entre autres l'amiral Kirk, pour les États-Unis, et le lieutenant-colonel Vernier, pour la France. C'est évidemment l'amiral Kirk qui menait le jeu. Appuyé surtout par les délégations de la France et du Royaume-Uni, il a développé un plan pour une organisation complètement militaire. Étant donné l'autorité de ces délégations, le principe de l'organisation militaire fut adopté. Arrivée à Salonique, la Commission se mit à discuter tous les détails de l'organisation et de l'équipement des groupes d'observation.

Se fondant sur la décision de principe prise à Athènes, les délégations dirigeantes de la Commission, c'est-à-dire les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, organisèrent pour la direction des groupes d'observation, à l'insu de la Commission, une sorte d'État-

of Military Experts» for the direction of the observer groups. The American Colonel Alan C. Miller was placed at the head, and was assisted by the British Brigadier J. L. Saunders-Jacobs and the French Lieutenant-Colonel Bernard Vernier. It was only a month later that the existence of that general staff became known to some of the other delegations.

Side by side with that general staff, a supreme command of the observer groups was established composed of two high-ranking British officers, Brigadier H. W. D. McDonald and Lieutenant-Colonel Good, and the American Lieutenant-Colonel Joseph Langevin. It was known as the Executive Office of the Observer Groups.

From that time onwards, those two bodies, and especially the latter, had organized and directed all the practical work and drawn up all the documents and reports, while the Committee had only had to vote upon them and draw its conclusions.

The prime mover on the Committee of Military Experts had been Brigadier Saunders-Jacobs, who had been in command of the British troops at the time of their intervention in December 1944, when they had distinguished themselves by acts of terrorism against the Greek democrats in the Athens area. General McDonald had also been in Greece in December 1944, as a special envoy of the Prime Minister, Mr. Winston Churchill, to the army corps of General Scobie. At that time he belonged to the information service of the Foreign Office. Doubts concerning their impartiality were not therefore altogether unjustified, and yet it was for the most part those officers who had drawn up the document which was to establish the truth concerning the Greek question.

What was more, those professional interventionists had in their own way recruited a corps of observers in their own likeness. Out of 40 observers, 36 were officers, of whom 25 were British or American. Many of them were high-ranking officers, and the majority of them had been instructors in the army of the Athens Government before going into the «service» of the United Nations.

The observer groups were completely independent of the United Nations Special Committee on the Balkans. They received neither orders nor directives from the Special Committee and did not allow any supervision by the Committee or its secretariat. Their headquarters was in Salonika even when the Committee was in Athens or Geneva. Their relations with the Committee were limited to the sending of reports. The Committee had, in fact, accepted that passive role from the beginning, and had subsequently decided (A/AC.16/SR.99) that

major que l'on appela « Comité des experts militaires ». A sa tête, fut placé le colonel américain Alan C. Miller, assisté par le général de brigade britannique J. L. Saunders-Jacobs et le lieutenant-colonel français Bernard Vernier. Certaines autres délégations n'eurent connaissance de l'existence de cet état-major qu'environ un mois plus tard.

Auprès de cet état-major fut créé un commandement supérieur des groupes d'observation, composé de deux officiers supérieurs britanniques, le général de brigade H. W. D. McDonald et le lieutenant-colonel Good, et du lieutenant-colonel américain Joseph L. Langevin. Cet organisme prit le nom de Bureau exécutif des groupes d'observation.

Dès cette époque, ces deux organes, et surtout le dernier, organisaient et dirigeaient tout le travail pratique et établissaient tous les documents et tous les rapports sur lesquels la Commission n'avait plus qu'à voter et à rédiger ses conclusions.

L'animateur du Comité des experts militaires a été le général de brigade Saunders-Jacobs, qui avait commandé les troupes britanniques lors de leur intervention en décembre 1944, lorsqu'elles se distinguèrent par des actes de terreur contre les démocrates grecs de la région d'Athènes. Le général McDonald s'est, lui aussi, trouvé en Grèce en décembre 1944, en qualité d'envoyé spécial du Premier Ministre M. Winston Churchill auprès du corps d'armée du général Scobie. Il appartenait à cette époque au service des renseignements du *Foreign Office*. Ce n'est donc pas sans raison que l'on peut mettre en doute l'impartialité de ces officiers. Et ce sont eux qui ont rédigé en majeure partie le dossier qui devrait établir la vérité sur la question grecque.

Qui plus est, ces professionnels de l'intervention ont recruté à leur guise une troupe d'observateurs à leur image. Sur 40 observateurs, il y a 36 officiers, dont 25 sont britanniques ou américains. Beaucoup d'entre eux ont des grades supérieurs. Dans la plupart des cas, ces officiers, avant de passer au « service » de l'Organisation des Nations Unies, étaient instructeurs de l'armée du Gouvernement d'Athènes.

Ces groupes d'observation sont complètement indépendants de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans. Ils ne reçoivent de la Commission spéciale ni ordres, ni directives, et n'admettent aucun contrôle de la part de la Commission ou de son secrétariat. Leur direction reste à Salonique même quand la Commission se trouve à Athènes ou à Genève. Leurs relations avec la Commission consistent uniquement en l'envoi de rapports. La Commission a, en fait, accepté dès le début ce rôle passif, et a ensuite décidé (A/AC.16/SR.99) qu'au cas d'événement

in the case of any unforeseen event of a military or political nature, the Executive Office of the observer group was to inform the Special Committee by the quickest possible means and, while awaiting the decision of the Committee, was to take any immediate measures the situation might demand (A/AC.16/SC.1/30).

The first thing to be observed from reading the Special Committee's report was that one of the important activities of the Executive Office was the collection of military information on the Greek Democratic Army. For that purpose, the generals had drawn up a questionnaire for the use of the observer groups, on the basis of which they were to interrogate captured guerrillas. The document contained 30 questions, none of which had any connexion with the terms of reference of the United Nations Special Committee, and it was evident from the questions that they had been compiled by specialists in military intelligence. Some of the questions concerned the history of the guerrilla movement, its international organization, its numerical force, its armament, the movements of units, etc. (A/AC.16/SC.1/3, annex A).

The questionnaire was obviously not an isolated document. Instructions dated 19 January 1948 stated that the observation groups were to begin their work on the terrain by a preliminary and personal observation, in order to acquaint themselves with the local inhabitants and their sentiments and that they were to supply details at regular intervals on the attitude of the population, and on the local officials, their political opinions, their way of life, etc.

Thus it was indeed an intelligence service for the army of the Athens Government.

Furthermore, there were observer groups attached to the general staffs of the armed forces of the Athens Government. Those groups received reports from the general staffs, took part in consultations concerning the operations of the Government forces and collaborated in the preparation of operational plans for the forces.

The United Nations Special Committee on the Balkans was thus taking part in the war in Greece. By its activities it was identifying itself with the United States and United Kingdom military missions in Greece.

That, however, was only one aspect of the chief activity of that illegitimate child of the United Nations. The other aspect was the fabrication of « proofs » of the interference of Greece's northern neighbours in the internal affairs of that country.

Accusations were made on the basis of reports which proved nothing, in the belief that a

imprévu d'ordre militaire ou politique, il appartiendra au chef du Bureau exécutif des groupes d'observation de saisir la Commission spéciale, par les voies les plus rapides, et de prendre toutes mesures immédiates que commanderait la situation en attendant une décision de la Commission elle-même (A/AC.16/SC.1/30).

En lisant le rapport de la Commission spéciale, on découvre tout d'abord qu'une des activités importantes du Bureau exécutif était de rassembler des renseignements d'ordre militaire sur l'armée démocratique grecque. A cet effet, les généraux élaborent, à l'usage des groupes d'observation, un questionnaire sur la base duquel les partisans faits prisonniers doivent être interrogés. Ce document contient plus de 30 questions dont aucune n'a de rapport avec le mandat de la Commission spéciale des Nations Unies, et d'où il ressort que leurs auteurs sont des spécialistes en matière de renseignements militaires. Certaines questions portent sur l'histoire du mouvement partisan, son organisation interne, sa force numérique, son armement, sur les mouvements des unités, etc. (A/AC.16/SC.1/3, annexe A).

Ce questionnaire n'est évidemment pas un document isolé. Les instructions en date du 19 janvier 1948 précisent que les groupes d'observation doivent commencer leur travail sur le terrain par une observation préliminaire et personnelle pour se familiariser avec les habitants locaux et leurs sentiments, qu'ils doivent donner régulièrement des détails sur l'attitude de la population et sur les fonctionnaires locaux, leurs opinions politiques, leur genre de vie, etc.

Il s'agit donc bien d'un service de renseignements au profit de l'armée du Gouvernement d'Athènes.

De plus, des groupes d'observation sont attachés aux états-majors des forces armées du Gouvernement d'Athènes, reçoivent des rapports de ces états-majors, participent aux consultations sur les opérations des troupes gouvernementales et collaborent à l'élaboration des plans d'opération de ces troupes.

Donc, la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans participe à la guerre en Grèce ; elle s'identifie par son activité aux autres organes de l'armée du Gouvernement d'Athènes, ou plutôt des missions militaires des États-Unis et du Royaume-Uni en Grèce.

Ce n'est pourtant là qu'un aspect de l'activité principale de cet enfant illégitime de l'Organisation des Nations Unies, l'autre aspect étant la fabrication de « preuves » sur l'ingérence des voisins septentrionaux de la Grèce dans les affaires intérieures de ce pays.

Sur la base de rapports qui ne prouvent rien, on produit des accusations en considérant que

number of facts which, taken separately, were not «conclusive», nevertheless constituted proof, either when appropriate «comments» were added or else when «collective assumptions» were «summarized» in such a way as to give the impression that they did prove something.

As for the method used in manufacturing «evidence» of the guilt of Greece's neighbours, it consisted in questioning the prisoners taken by the Government of Athens and by forcing them to say what the authorities wanted them to say by inflicting upon them such measures as fasts, lasting for days on end, moral and physical torture, threat of death sentence, and, after the sentence had been passed, threat of immediate execution.

In order to be sure that the witness would only say what was desired of him, the organs of the Special Committee insisted that a Greek officer should be present at the interrogations.

Those facts were revealed with considerable clarity in «confidential» documents, but neither the Special Committee nor its Rapporteur had ever had the courage to admit that all those testimonies had nothing to do with truth or even with probability.

With regard to the fighting at Konitsa it was stated that certain members of the Committee had thought it premature to make an interim report on the observation tour in the Jannina-Konitsa region. The Committee, however, had felt that a special report was fully justified, if only on the grounds of the world-wide interest that had been shown in the Konitsa incident.

Consequently the «interest» aroused in world public opinion was mainly responsible for the publication of a report which, even according to the erroneous criteria applied by the Committee, was premature and clearly did not prove anything.

The Committee had stopped at nothing to make itself useful to the Tsaldaris Government.

On 10 February 1948, the democratic army shelled Salonika. The partisans withdrew, and in order to revenge itself the army of the Athens Government captured 123 peasants from the district of Langada. The prisoners were marched through the streets of Salonika, and were insulted by the police. That caused widespread indignation among the people whose reactions were mentioned even in the Anglo-American Press.

On 13 February 1948, Mr. Drosos, Greek liaison officer, had sent a letter to the Chairman of the United Nations Special Committee on the Balkans, inviting the Committee to question the prisoners. The Committee had decided on 14 February (A/AC.16/SR.40) to set up

beaucoup d'indications, dont chacune prise séparément n'est pas «probante», prouvent néanmoins quelque chose, ou bien en ajoutant aux faits des «commentaires» appropriés, ou encore en essayant de «résumer» des «présomptions collectives» de telle sorte qu'elle donnent l'impression de conclusions précises.

Quant à la méthode utilisée pour fabriquer les «preuves» de la culpabilité des voisins de la Grèce, elle consiste à interroger des prisonniers du Gouvernement d'Athènes, qui sont obligés de déclarer ce que les autorités grecques veulent leur faire dire par des moyens tels que le jeûne pendant des journées entières, les tortures morales et physiques, les menaces de condamnation à mort, et, après la condamnation, les menaces d'exécution immédiate.

Pour être certain que le témoin ne dira que ce qu'il faudra dire, les organes de la Commission spéciale insistent pour qu'un officier grec soit présent au moment des interrogatoires.

Tout cela ressort assez clairement de documents «confidentiels», mais ni la Commission spéciale, ni son Rapporteur n'ont jamais eu le courage de déclarer que les dépositions de tous ces témoins n'ont rien à voir avec la vérité ou même avec la probabilité.

A propos des combats de Konitza, on constate que certains membres de la Commission ont pensé qu'il était prématué de faire du voyage d'observation dans la région de Janina-Konitza l'objet d'un rapport intérimaire. Cependant, la Commission a estimé que l'intérêt porté à l'incident de Konitza dans le monde entier justifiait pleinement à lui seul la publication d'un rapport spécial.

Par conséquent, «l'intérêt» suscité dans l'opinion publique mondiale est la raison principale pour la publication d'un rapport qui, m<sup>ême</sup> d'après les critères pervers de cette Commission, est prématué et ne prouve évidemment rien.

La Commission n'a reculé devant rien pour se rendre utile au Gouvernement de Tsaldaris.

Le 10 février 1948, l'armée démocratique bombarde Salonique. Les partisans se retirent et l'armée du Gouvernement d'Athènes, pour se venger, capture 123 paysans du district de Langada. On fait passer les prisonniers à travers les rues de Salonique, où les agents de police les insultent, à l'indignation générale de la population, ce qui a été signalé dans la presse anglo-américaine elle-même.

Le 13 février 1948, M. Drosos, officier de liaison grec, adresse une lettre au Président de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans, dans laquelle il invite la Commission à interroger les prisonniers. La Commission décide le 14 février (A/AC.16/SR.40) de créer un

an *ad hoc* Committee for the interrogation of prisoners. On 16 February the *Ad Hoc* Committee had held a meeting and had invited the Greek liaison officer as well as another member of the liaison service to express their opinion upon the question as to who had taken the initiative in the incident, as to the attackers, and as to their arms. On the basis of declarations and conclusions drawn from the replies of the Greek liaison service, the *Ad Hoc* Committee had reported that there was no direct proof that the gun which had shelled Salonika or the shells used had been brought to Greece from one of the northern neighbouring countries. It recommended, however, that the Sub-Committee should continue the inquiry through the intermediary of observation groups and that the information should be immediately passed on to the Greek liaison service.

Thus the Special Committee interpreted its role as being that of an examining magistrate for the Athens Government and communicated to the authorities of that Government any statements that the prisoners might make before it.

The court martial had been fixed for 26 February 1948. Already on 19 February the fascist newspapers of Salonika and Athens had referred to the contribution made by the Special Committee in discovering those responsible for supplying the gun and had announced that the trial of the 123 prisoners would shortly take place.

On 3 March 1948 the observers were invited to question the prisoners and to consult the statements obtained from them by the military judges of the Salonika court martial.

Brigadier Saunders-Jacobs had stated on 22 March that in accordance with the recommendations of the *Ad Hoc* Committee on the incident of the shelling of Salonika — recommendations which had been approved by the Special Committee — the Working Group had requested the Greek liaison service to submit the conclusions it had reached from the examination of the prisoners (A/AC.16/SC.1/MIN.30).

But, since the matter was important, the Military Experts Committee decided on that occasion that it would itself question some of the prisoners taken at Salonika. The experts went to the Salonika prison, with Brigadier Saunders-Jacobs acting as chairman of the group. Nine prisoners were brought out, of whom seven had already been sentenced to death. Unfortunately the prisoners persisted in maintaining that they were not guilty and had not carried arms. The United Nations military experts tried to make them say the

comité *ad hoc* pour l'interrogatoire des prisonniers. Le 16 février, le comité *ad hoc* tient une séance et invite l'officier de liaison grec et un autre membre de ce service de liaison à exprimer leur opinion sur l'initiative de l'opération, sur les attaquants et sur les armes employées. Il rapporte sur la base des déclarations et conclusions tirées des réponses du service de liaison grec, qu'il n'existe aucune preuve directe que le canon qui a bombardé Salonique ou les obus utilisés aient été amenés en Grèce de l'un des pays septentrionaux voisins, mais recommande que le Sous-Comité continue l'examen par l'intermédiaire de l'organisation des groupes d'observation et que le service de liaison grec en soit informé en conséquence immédiatement.

Ainsi la Commission spéciale se considère comme juge d'instruction du Gouvernement d'Athènes et informe les autorités de ce gouvernement de toutes les dépositions que les prisonniers pourraient faire devant ce juge d'instruction international.

Le procès devant la cour martiale militaire est fixé pour le 26 février 1948. Dès le 19 février, les journaux fascistes de Salonique et d'Athènes mentionnent la contribution qu'a apportée la Commission spéciale à la découverte du fournisseur du canon, et annoncent le procès prochain des 123 prisonniers.

Le 3 mars 1948, les observateurs sont invités à interroger les prisonniers et à se servir des dépositions qu'ont obtenues d'eux les juges militaires de la cour martiale militaire de Salonique.

Le général de brigade Saunders-Jacobs, le 22 mars, déclare que, conformément aux recommandations du comité *ad hoc* sur l'incident du bombardement de Salonique, approuvées par la Commission spéciale, le comité de travail a demandé au service de liaison grec de soumettre ses conclusions résultant de l'examen des prisonniers (A/AC.16/SC.1/MIN.30).

Mais, l'affaire étant d'importance, le Comité des experts militaires se décide cette fois à interroger lui-même certains des prisonniers de Salonique. Les experts vont à la prison de Salonique. Le général Saunders-Jacobs est président de ce groupe. On amène neuf prisonniers, dont sept sont déjà condamnés à mort. Par malheur, les condamnés persistent à affirmer qu'ils ne sont pas coupables et qu'ils n'ont pas porté d'armes. Les experts militaires de l'Organisation des Nations Unies tentent de leur faire déclarer le contraire, mais les prisonniers restent très réti-

contrary, but they remained very reserved and only persisted in declaring their innocence.

Brigadier Saunders-Jacobs wanted statements against the democratic army and against Yugoslavia. He had probably himself chosen, out of the 123 prisoners, those nine about whom the Greek liaison service had previously sent him detailed information and it was along the lines of the documents provided by the Greek police that he had questioned them. But, as before, the answers were all negative. Once again the experts found no proof even when questioning those who had been sentenced to death. They had been unable to extort a single lie from them. The end of that sinister story was that no decisive proof had been found, but that the Committee had become entirely convinced that the military equipment used in the operations had come from Yugoslavia during the autumn of 1947 and the winter of 1947-1948. That statement, like everything which was not to the liking of the Committee, was contained in a confidential document.

The fate of the nine prisoners was settled, for the United Nations Special Committee had decided on 19 February to communicate the results of its inquiry, which contained conclusions condemning the prisoners, to the Greek authorities. For the Salonika Military Tribunal that would probably be the main reason for condemning the two remaining prisoners to death.

Was it not clear that the Committee had acted as an accomplice in the assassination of those prisoners? Furthermore Brigadier Saunders-Jacobs had stated that the Committee had reached its conclusions after a thorough study of the documents submitted by the Greek liaison service and of extracts from the verbatim record of the proceedings of the court martial.

The charges made by the Greek police in its records had enabled the United Nations Special Committee to come to its conclusions. The Committee's conclusions, together with the records of the police, had enabled the court martial to sentence the prisoners to death. Finally, the sentence pronounced by the court martial had enabled the Committee to confirm the condemnation of Greece's northern neighbours.

Mr. Bebler recalled that he had already quoted in the First Committee several other striking examples of the manner in which that web of calumnies had been woven against Greece's northern neighbours. He had shown how during the large-scale military operation against the Greek democratic army during the summer of 1948, the Mount Grammos operation, Albania had been accused of allowing units of the democratic army to use its territory as an opera-

cents et ne font que réitérer leurs déclarations d'innocence.

Le général Saunders-Jacobs désire des dépositions contre l'armée démocratique et contre la Yougoslavie. Il a probablement choisi lui-même, sur les 123 prisonniers, les neuf pour lesquels le service de liaison grec lui a envoyé au préalable une documentation détaillée, et il les interroge dans l'ordre de la documentation fournie par la police grecque. Mais les réponses sont toutes négatives, comme précédemment. De nouveau, les experts ne trouvent aucune preuve, même pas en interrogeant les condamnés à mort. Ils n'ont pu extorquer d'eux aucun mensonge. Et la conclusion de cette histoire macabre est qu'aucune preuve décisive n'a pu être obtenue, mais que la Commission est pleinement convaincue que l'équipement militaire employé dans cette opération est venu de Yougoslavie au cours de l'automne 1947 et de l'hiver 1947-1948. Cette déclaration se trouve dans un document confidentiel, comme tout ce qui est désagréable pour la Commission.

Le sort des neuf prisonniers est réglé, car la Commission spéciale des Nations Unies prend, le 19 février, la décision de remettre aux autorités grecques les résultats de son enquête, avec des conclusions qui condamnent les prisonniers. Ce sera probablement pour la cour martiale de Salonique la principale raison pour condamner à mort les deux prisonniers restants.

N'est-il pas évident que la Commission était complice de l'assassinat de ces prisonniers ? De plus, le général Saunders-Jacobs a déclaré que la Commission était arrivée à ses conclusions après une étude complète des documents qui étaient soumis par le service de liaison grec et des extraits du compte rendu sténographique des débats de la cour martiale.

Les imputations de la police grecque contenues dans ses procès-verbaux permettent à la Commission des Nations Unies d'établir ses conclusions; à leur tour, les conclusions de la Commission, avec les procès-verbaux de la police, permettent à la cour martiale de condamner les prisonniers à mort; et la condamnation de la cour martiale permet enfin à la Commission de confirmer la condamnation des voisins septentrionaux de la Grèce.

M. Bebler rappelle qu'il a déjà montré, par quelques autres exemples frappants, au sein de la Première Commission, comment fonctionnait cette véritable fabrique de calomnies contre les voisins septentrionaux de la Grèce. Il a montré comment, durant les plus grandes opérations militaires contre l'armée démocratique grecque, pendant l'été 1948, c'est-à-dire durant les opérations dans le massif du Grammos, l'Albanie a été accusée de permettre aux détachements de

tional base against the troops of the Athens Government.

He had proved, using solely the Committee's documents, that Mount Kamenik, in the vicinity of Mount Grammos, had been declared to be Albanian territory for the simple reason that the partisans had established mortar positions and machine gun nests on that mountain. He had described how sketch maps of the frontier had been drawn by Brigadier Saunders-Jacobs in order to prove the guilt of Albania. Those sketch maps had been shown to be false not only in comparison with military maps; the Committee itself had admitted their falsity in its own documents. Nevertheless, the Special Committee had dared to write in its report that the Greek guerrillas had made use of Albanian territory, but it had also refrained from giving the slightest indication in the references of the report submitted to the General Assembly to the documents of the Special Committee, which proved the falsity of the sketch maps.

He had also had occasion to show in the First Committee how the charges against Greece's northern neighbours had been out and out forgeries every time. Sometimes even, for instance in the case of the alleged Idomeni incident, there had been no reason for it. A comparison of the observers' report on that «incident» (A/AC.16/SC.1/OG.3/2) with the topography of the district left one aghast at the improbability of the story. Presumably its authors had thought that no one would ever think of searching the relevant documents or have the patience to do so.

He had described the two aspects of the activities of the United Nations Committee on the Balkans : the military aspect and that aspect which could be described as literary — the drafting of reports. It should not be assumed that there was no apparent link between the two. On the one hand, the organs of the Committee played a part in the military operations of the Government Army, participated in the drawing up of operational plans and directed certain operations. On the other hand, they devoted themselves to compiling files of false evidence and drafted fictitious accounts. What was the link between those two types of activity?

He believed that in one case at least the link between the military and «literary» activity of the organs of the Committee had been made manifest with all the clarity that could be desired.

l'armée démocratique de se servir de son territoire comme base d'opérations contre les troupes du Gouvernement d'Athènes.

Il a prouvé, en ne se servant que de documents de la Commission elle-même, que la montagne de Kamenik, près du mont Grammos, a été déclarée territoire albanais pour la simple raison qu'il y avait sur cette montagne des positions de mortiers et des nids de mitrailleuses des unités de partisans. Il a montré comment des croquis de la frontière furent établis par le général Saunders-Jacobs pour prouver la culpabilité de l'Albanie, croquis qui non seulement ont été reconnus être des faux — il suffit de les comparer aux cartes géographiques militaires — mais que les documents mêmes de la Commission dénoncent comme étant des faux. Malgré cela, la Commission spéciale a osé écrire dans son rapport que les partisans grecs se sont servis du territoire albanais, en se gardant de faire la moindre mention, dans les références du rapport soumis à l'Assemblée générale, des documents de la Commission spéciale qui prouvaient que le croquis était un faux.

Le représentant de la Yougoslavie rappelle qu'il a eu l'occasion, d'autre part, de montrer à la Première Commission comment les accusations contre les voisins septentrionaux de la Grèce étaient forgées de toutes pièces et en toute occasion. Parfois même, il n'y avait pas d'occasion pour cela. Il en a été ainsi, par exemple, dans le cas du présumé incident d'Idomeni. En rapprochant le rapport des observateurs relatif à cet «incident» (A/AC.16/SC.1/OG.3/2) de la topographie du terrain à cet endroit, on est abasourdi par le degré d'incohérence de cette histoire. Ses auteurs pensaient sans doute que jamais personne n'aurait la patience et l'idée de fouiller dans leur documentation.

M. Bebler déclare qu'il vient de décrire les deux aspects de l'activité de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans : l'aspect militaire et l'aspect qu'on pourrait appeler littéraire, c'est-à-dire la rédaction des rapports. Il ne faut pas croire, d'après la description qu'il en a faite, que ces deux aspects n'ont pas de lien apparent. D'une part, les organes de la Commission s'occupent des opérations militaires de l'armée gouvernementale, participent à l'élaboration des plans d'opérations et dirigent certaines de ces opérations ; d'autre part, ils s'appliquent à composer des dossiers de faux témoignages et rédigent des histoires fictives. On peut donc se demander quel est le rapport entre ces deux activités.

M. Bebler pense que, dans un cas au moins, le rapport entre l'activité militaire et l'activité «littéraire» des organes de la Commission ressort avec toute la clarté désirable.

He referred to the Kaimakchalan incident, which was the most serious incident that had yet taken place on the Greek-Yugoslav frontier and which occurred on the eve of the opening of the third session of the General Assembly of the United Nations.

Two units of the army of the Athens Government had penetrated on 6 September into Yugoslav territory in order to set two ambushes for the obvious purpose of drawing units of the Yugoslav army into that sector. While the two Greek governmental units were entrenched on Yugoslav territory, other and stronger units were standing in readiness immediately behind the frontier, armed not only with the usual weapons of frontier guards, but also with artillery. After a skirmish between one of the patrols in ambush and a patrol of Yugoslav frontier guards, a stronger Yugoslav detachment arrived on the spot and came under the fire of the machine guns, mortars and artillery of the Greek unit waiting on the other side of the frontier.

That constituted a premeditated provocation so organized as inevitably to lead to a serious incident.

It was an even more serious factor that an observer group of the United Nations, Group No. 3, was on the spot when the provocation occurred. It was there, not after, but at least one day before the two first Greek units penetrated into Yugoslav territory. Moreover, that group of observers had inspected the ground where the provocation was to take place, staying at the headquarters of the most advanced Greek Government units in that sector, i. e., the headquarters of the very units which were obviously preparing that large-scale provocation.

There thus became apparent the link between the military and literary activities of the United Nations Special Committee. Thus was revealed one of the aims probably pursued by the military organs of the Special Committee; those organs were concerned with elaborating operational plans and directing the operations of the units of the Athens Government in the frontier zones. The aim was to prepare and create frontier incidents which would in due course be narrated in the reports in order to accuse Yugoslavia, Bulgaria and Albania of aggressive designs against Greece. Such was the work that the Special Committee carried out in the name of the United Nations.

That situation was not accidental. From the day of its arrival in Athens and its adoption of the plan to set up military organs, the conception

Ge cas, selon l'orateur, c'est l'incident du Kaïmactchalan, le plus grave qui se soit produit jusqu'ici sur la frontière gréco-yougoslave, et cela à la veille de l'ouverture de la troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Deux unités de l'armée du Gouvernement d'Athènes pénétrèrent le 6 septembre en territoire yougoslave pour y tendre deux embuscades destinées, de toute évidence, à attirer ces unités de l'armée yougoslave dans ce secteur. Pendant que les deux unités gouvernementales grecques étaient retranchées sur le territoire yougoslave, d'autres unités, plus fortes, se tenaient immédiatement derrière la frontière, prêtes à intervenir, munies non seulement de l'armement habituel des gardes-frontières, mais aussi d'artillerie. Après une escarmouche entre une des embuscades et une patrouille des gardes-frontières yougoslave, un détachement yougoslave plus fort arriva sur les lieux et tomba sous le feu des mitrailleuses, des lance-mines et de l'artillerie de l'unité grecque qui attendait derrière la frontière.

Il s'agissait donc d'une provocation préméditée et organisée de telle façon qu'un incident grave ne pouvait manquer de se produire.

Une circonstance plus grave encore est qu'un groupe d'observation des Nations Unies, le Groupe 3, se trouvait sur les lieux de la provocation, non pas après celle-ci, mais au moins un jour avant que les deux premières unités grecques aient pénétré en territoire yougoslave. Bien plus, ce groupe d'observation inspecta le terrain où la provocation devait avoir lieu, séjourna avec l'état-major des unités gouvernementales grecques les plus avancées dans ce même secteur, c'est-à-dire précisément avec l'état-major des unités qui, de toute évidence, préparaient et mettaient en œuvre cette provocation de grand style.

Ainsi apparaît le trait d'union entre l'activité militaire et l'activité littéraire des organes de la Commission spéciale des Nations Unies. Ainsi est mis en évidence l'un des buts probables que poursuivent les organes militaires de la Commission spéciale en s'occupant de l'élaboration des plans des opérations et en dirigeant les opérations des troupes du Gouvernement d'Athènes dans les zones frontalières. Ce but est de préparer et de provoquer des incidents de frontière qui puissent être ensuite consignés dans les rapports pour accuser la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie de nourrir des desseins agressifs contre la Grèce. C'est là le travail que la Commission spéciale fait au nom de l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant de la Yougoslavie déclare que cette situation n'est pas fortuite. Depuis le jour de l'arrivée de la Commission à Athènes et l'adop-

which he must there denounce had evidently formed part of the main purpose pursued by the real leaders of the venture.

On the basis of the Committee's documents, it would seem that that conception was the master plan by which the activities of the Special Committee would be guided in the future, if the General Assembly maintained it in being. Indeed, long before any decision had been arrived at in the General Assembly or even the First Committee, a plan for reorganization had been drawn up, probably by Generals McDonald and Saunders-Jacobs; it was a plan to extend and improve the military organs of the Special Committee.

Mr. Bebler recalled that he had already asked the officers of the First Committee and the Rapporteur of the Special Committee what that plan was. Mr. Spaak, the Chairman of the First Committee, had replied that there was no plan. Mr. Spaak, however, had been wrong as the plan of reorganization did, in fact, exist and the text of it had been read out to the First Committee on that same day. It could be found in the restricted document (A/AC.16/W.57) and was at present in the hands of all delegations.

In putting that plan at the disposal of all delegations, at the request of the representative of Poland, Mr. Spaak had tried a second time to justify the Special Committee and to save its face by stressing that the plan was not a real plan, but merely a draft on which the Special Committee had not yet taken any decision.

By making that statement, Mr. Spaak had allowed himself to be led into error a second time. In fact, the new plan had been adopted two weeks prior to his statements. Documents A/AC.16/W.57 (annexes A, B, C and D), A/AC.16/SC.1/43, A/AC.16/SR.122 and A/AC.16/SR.126 confirmed that fact and gave complete information on the plans worked out by the Special Committee and adopted by it for 1949.

Mr. Bebler noted that, according to that plan, the Special Committee would form a separate body, in opposition to the Secretariat of the United Nations and, generally, to the United Nations.

The part to be played by the chief of the observation groups was obviously much greater under the new plan. Already in 1948, the actual chief of the observation groups had been General McDonald, chief of the Executive Office of Observation Groups who controlled all the activities of the Special Committee. The reorganization plan was his work, and it provided that, especially in

tion par elle du plan pour la création de ses organes militaires, la conception qu'il dénonce ici a dû être l'un des mobiles principaux des véritables dirigeants de cette entreprise.

Cette conception paraît être, si l'on se reporte aux documents de la Commission, l'idée maîtresse qui présidera à l'activité de la Commission spéciale dans l'avenir, si l'Assemblée générale la maintient en fonctions. En effet, bien avant qu'une décision ait été prise par l'Assemblée générale ou même par la Première Commission, un plan de réorganisation a été élaboré, sans doute par les généraux McDonald et Saunders-Jacobs, plan d'élargissement et de perfectionnement des organes militaires de la Commission spéciale.

M. Bebler rappelle qu'il a déjà demandé au bureau de la Première Commission et au Rapporteur de la Commission spéciale quel était ce plan. M. Spaak, Président de la Première Commission, lui a répondu qu'aucun plan n'existe. Or, M. Spaak a eu tort, puisque le plan de réorganisation existe bel et bien et que lecture en a été donnée à la Première Commission le même jour. Il se trouve dans le document confidentiel A/AC.16/W.57 qui est aujourd'hui entre les mains de toutes les délégations.

En mettant, à la demande de la délégation polonaise, ce plan à la disposition des délégations, M. Spaak a essayé, une deuxième fois, de trouver une excuse à la Commission spéciale et de lui sauver la face en soulignant que ce plan n'est pas un vrai plan, mais un simple projet, sur lequel la Commission spéciale ne s'est pas encore prononcée.

En faisant cette déclaration, M. Spaak s'est laissé induire en erreur une deuxième fois. En effet, au moment de sa déclaration, le nouveau plan avait été adopté par la Commission spéciale depuis environ quinze jours. C'est ce qui ressort des documents A/AC.16/W.57 (avec les annexes A, B, C et D), A/AC.16/SC.1/43, A/AC.16/SR.122 et A/AC.16/SR.126, qui donnent des renseignements complets sur les plans élaborés par la Commission spéciale et adoptés par elle pour l'année 1949.

M. Bebler constate que, conformément à ce plan, la Commission spéciale devient un organisme à part, en opposition avec le Secrétariat des Nations Unies et, en général, avec l'Organisation des Nations Unies.

Il saute aux yeux que le rôle du chef des groupes d'observation, d'après le nouveau plan, est beaucoup plus vaste. Déjà en 1948, le chef réel des groupes d'observation était le général McDonald, chef du Bureau exécutif des groupes d'observation, qui tenait tous les fils de la Commission spéciale. Le plan de réorganisation est son œuvre; il y est prévu que le chef des groupes

so far as final decisions were concerned, the chief of observation groups should be absolute master over the observers, the secretaries, the observation groups, the budget of the observation groups, and so forth, and that he should be responsible only to the Special Committee as a separate and autonomous organ.

Mr. Bebler pointed out that the fact that the all-powerful military chief of the observation groups had become completely independent showed that the Special Committee, thus transformed into a military unit, would present an even greater danger for the relations between Greece and its northern neighbours in the course of the following year.

Moreover, General McDonald had stated (A/AC.16/W.57) that the new organization would eliminate any need of maintaining United Nations political officers as secretaries with the observation groups to help ensure their international character.

The Special Committee as a whole had adopted that point of view in its formal decisions. The Chairman stressed that officials entrusted with political matters, in the projected organization, would be responsible to the chief of observation groups (A/AC.16/SC.1/43). In that way, Mr. Bebler said, the Special Committee was making itself «independent» not only in military, but also in political matters.

With the purpose of pursuing those dark designs, without being responsible to anyone, the Special Committee not only arrogated the illegal right to discuss its budget, but went even further. In fact, Brigadier Saunders-Jacobs had stated that, in his view, the observation groups were susceptible of modification according to the political situation and it would be essential to adjust the credits to the circumstances, at the discretion of the Special Committee (A/AC.16/SR.122).

All that, in Mr. Bebler's view, sufficiently showed the separatist tendencies of that republic of forgers and provocateurs, tendencies which could have no other aim than to completely evade any interference or control on the part of the superior organs of the United Nations.

Those were the accusations made by the Yugoslav delegation against the United Nations Special Committee on the Balkans which nobody had answered.

Yugoslavia knew that it was hated because of its internal system; because of its deep and permanent friendship with the USSR, and because of its unshakeable loyalty to the cause of democracy and fraternity among the nations. But, before having carefully studied the docu-

d'observation, surtout dans les décisions finales, sera le maître absolu des observateurs, des secrétaires, des groupes d'observation, du budget des groupes d'observation, etc., et qu'il ne relèvera que de la Commission spéciale considérée comme un organisme particulier et autonome.

M. Bebler souligne que le fait que ce tout-puissant chef militaire des groupes d'observation est devenu complètement indépendant démontre que la Commission spéciale, transformée ainsi en une unité militaire, représentera au cours de l'année prochaine un danger encore plus grand pour les relations entre la Grèce et ses voisins septentrionaux.

De plus, le général McDonald a déclaré que cette nouvelle organisation éliminera toute nécessité de maintenir des fonctionnaires politiques de l'Organisation des Nations Unies aux postes de secrétaires des groupes d'observation, afin d'assurer leur caractère international (A/AC.16/W.57).

Dans ses décisions formelles, la Commission spéciale tout entière adopte ce point de vue : le Président souligne que les fonctionnaires chargés des questions politiques, dans l'organisation envisagée, seront responsables devant le chef des groupes d'observation (A/AC.16/SC.1/43). C'est ainsi, dit M. Bebler, que la Commission spéciale se rend «indépendante», non seulement dans le domaine militaire, mais aussi dans le domaine politique.

Afin de poursuivre ses obscurs desseins sans en répondre à qui que ce soit, la Commission spéciale ne s'arroge pas seulement le droit illégal de discuter son budget, mais va plus loin. En effet, le général Saunders-Jacobs déclare que, à son avis, les groupes d'observation sont susceptibles d'être modifiés en fonction de la situation politique, et qu'il serait essentiel que les crédits puissent être ajustés, suivant les circonstances, au gré de la Commission spéciale (A/AC.16/SR.122).

Selon M. Bebler, tout cela suffit à démontrer les tendances séparatistes de cette république de faussaires et de provocateurs, tendances qui ne peuvent avoir d'autre but que de se soustraire complètement à toute ingérence et à tout contrôle des organes supérieurs de l'Organisation des Nations Unies.

Telles sont les accusations portées par la délégation yougoslave contre la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans, accusations auxquelles personne n'a répondu.

La Yougoslavie savait qu'on la haïssait à cause de son système intérieur, à cause de son amitié profonde et inaltérable pour l'URSS et de sa fidélité inébranlable à la cause de la démocratie et de la fraternité entre les peuples. Mais, avant d'en avoir été persuadée par l'étude minutieuse

mentation of the Special Committee, it had not been able to believe that its enemies, disguised as officials of the United Nations, and misusing their authority, would have dared to perpetrate deeds so criminal both under human law and under the criminal law of civilized countries.

The General Assembly of the United Nations should understand that the honour of the Organization was seriously endangered by such means and methods as had been used by the Special Committee. That honour, a *sine qua non* for the prestige and authority of the United Nations, should be safeguarded at all costs.

The General Assembly should therefore indignantly reject the shameful product of a body which had dared to bear the name of the Organization. It should reject the draft resolution submitted to it, which was based on the report of the First Committee. That report approved the activities of an instrument in the preparation of a new war, which, to the shame of the Organization, had borne the name of the United Nations Special Committee on the Balkans. The situation in which the General Assembly had been placed by the Committee demanded the taking of drastic action.

The Charter, moreover, imposed on all States Members the adoption of the USSR draft resolution which took into account undeniable realities and pursued the noble aim of safeguarding the honour of the Organization and contributing effectively towards the solution of the Greek question and the consequent strengthening of peace.

The meeting rose at 6.05 p.m.

## HUNDRED AND SIXTY-SIXTH PLENARY MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Saturday,  
27 November 1948, at 10.50 a.m.*

*President : Mr. H. V. EVATT (Australia).*

**88. Continuation of the discussion on threats to the political independence and territorial integrity of Greece. Reports of the United Nations Special Committee on the Balkans : reports of the First and Fifth Committees (A/728, A/728/Corr.1, A/728/Corr.2 and A/736)**

DRAFT RESOLUTION SUBMITTED BY THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS (A/729)

Mr. W. G. HALL (United Kingdom) stated that he did not intend to reply to the arguments put forward by the representative of Yugoslavia

de la documentation de la Commission spéciale, elle ne pouvait pas croire que ses ennemis, déguisés en fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et abusant de leur autorité, pouvaient oser commettre des actes aussi criminels, tant du point de vue du droit des gens que de celui du droit pénal des pays civilisés.

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies devrait comprendre que, en raison des moyens et des méthodes employés par la Commission spéciale, l'honneur de l'Organisation est gravement menacé. Cet honneur, condition *sine qua non* du prestige et de l'autorité des Nations Unies, doit être à tout prix sauvegardé.

L'Assemblée devrait, par conséquent, repousser avec indignation le honteux produit de ce qui a osé porter le nom de l'Organisation. Elle devrait donc rejeter le projet de résolution qu'on lui propose et qui est fondé sur le rapport de la Première Commission, rapport qui approuve l'activité de cet instrument de préparation à une nouvelle guerre qui, pour la honte de l'Organisation, a porté le nom de Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans. La situation dans laquelle cette Commission a placé l'Assemblée générale exige cette décision de façon absolument catégorique.

Par contre, la Charte, elle, impose à tous les États Membres, le devoir d'adopter le projet de résolution de l'URSS, car ce projet tient compte des réalités incontestables. Il a pour noble but de sauvegarder l'honneur de l'Organisation et de contribuer de façon efficace à la solution de la question grecque, c'est-à-dire à la consolidation de la paix.

La séance est levée à 18 h. 05.

## CENT-SOIXANTE-SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,  
le samedi 27 novembre 1948, à 10 h. 50.*

*Président : M. H. V. EVATT (Australie).*

**88. Suite de la discussion sur les menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce. Rapports de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans : rapports des Première et Cinquième Commissions (A/728, A/728/Corr. 2 et A/736)**

PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (A/729)

M. W. G. HALL (Royaume-Uni) déclare qu'il n'a pas l'intention de répondre aux arguments avancés par le représentant de la Yougoslavie